

MEETING

22 NOVEMBRE - MUTUALITÉ - 20 H. 30
L'ALBANIE ROUGE A 25 ANS ! (P. 12)

I'HUMANITÉ



rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !

I F Boite Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

1^{re} ANNEE N° 35
JEUDI 20 NOVEMBRE 1969

PARIS 15 NOVEMBRE : MALGRÉ LE QUADRILLAGE POLICIER ET LA RÉPRESSION

PUISSANTE MANIFESTATION d'internationalisme prolétarien

SOUS LA DIRECTION DES MARXISTES-LÉNINISTES (P. 12)



LE 15 NOVEMBRE : DRAPEAUX ROUGES ET VIETNAMIENS EN TÊTE, SCANDANT « F.N.L. VAINCRA », « A BAS L'IMPERIALISME »... PLUSIEURS MILLIERS DE MANIFESTANTS ONT DEFILÉ DANS LE QUARTIER POPULAIRE DU XVIII^e ARRONDISSEMENT SANS QUE LA POLICE PUISSE INTERVENIR.

ÉDITORIAL page 3 :

**Le Peuple
vietnamien
vaincra !**

UNE SEMAINE DE LUTTES



PROLONGEMENT DES LUTTES

- **C.E.M.S.E. (ex-Wageor, construction électromécanique) A SAINT-ETIENNE** : depuis le 23 octobre, les 300 ouvriers débrayent quatre fois par jour. Les propositions de la direction sont jugées insuffisantes. Pour répondre aux menaces de la direction de fermer l'usine si « le calme ne revenait pas », les ouvriers décident la grève avec occupation le mercredi 12 novembre.
- **BREGUET A ANGLLET (PYRENEES-ATLANTIQUE)** : les ouvriers et employés sont en grève illimitée avec occupation de l'usine depuis le 5 novembre. Ils réclament la parité des salaires avec les ouvriers de chez Dassault.
- **BARTHES A LABASTIDE-ROUAIROUX (TARN)** : les 290 ouvriers licenciés occupent l'usine depuis sept semaines.
- **GERVAIS-DANONE A PARIS, LYON, MONTPELLIER ET MARSEILLE** : la grève se poursuit.
- **FOUR A CHAUD DE DUGNY (MOSELLE)** : 280 ouvriers sont en grève depuis le 3 novembre. Des piquets de grève sont en place aux entrées de l'usine. Les ouvriers et employés sont en lutte pour une augmentation de salaire de 0,35 F de l'heure, pour la réduction du temps de travail et une prime de production pour les mensuels.
- **C.E.A. (commissariat à l'énergie atomique) A SACLAY** : deux des cinq grévistes de la faim ont dû être hospitalisés. La grève de la faim commencée le 27 octobre se poursuit contre le licenciement de 98 femmes de ménage, deux infirmières et un technicien.
- **LYCEE BUFFON A PARIS** : vendredi dernier, le proviseur fait appel aux forces de répression contre une réunion de protestation sur le baccalauréat destinée aux élèves de plusieurs lycées. Lundi, la police et intervenue pour empêcher un piquet de grève. Mercredi fermeture des classes de terminales, de première et de seconde.
- **C.H.U. (centre hospitalier universitaire)** : à Paris, neuf C.H.U. en grève, et onze en province.
- **LYCEE MARETTE DE BOULOGNE** : en grève depuis le jeudi 6 novembre, les 700 élèves manifestent contre la sélection et l'examen de français du bac de 1970.

LUNDI 10 NOVEMBRE

- **THOMSON-C.S.F. A SARTROUVILLE** : les débrayages continuent pour la parité des salaires et des heures de travail avec les autres usines du groupe.
- **CONFORTUB A BOURGANEUF (CREUSE)** : grève contre les licenciements.
- **C.A.F.L. A UNIEUX (LOIRE)** : grève de 200 travailleurs samedi et lundi pour protester contre une sanction infligée à un ouvrier des laminaires. Les travailleurs par leur unité d'action font annuler la sanction.
- **USINE H.E.S. (LOIRE)** : nouveaux débrayages pour les revendications.
- **JOURNAL OFFICIEL A PARIS** : les équipes de typographie et de linotypie débrayent chaque jour pour que le départ en congé ait lieu par roulement et non par ancienneté.
- **I.N.S.E.E. A PARIS** : les mécanographes décident une baisse de 50 % du rendement. Ils réclament de meilleurs salaires.

MERCREDI 12 NOVEMBRE

- **DASSAULT A BOULOGNE** : débrayages et manifestations dans les rues avoisinant l'usine.
- **MANUFRACTURE A SAINT-ETIENNE** : débrayages pour les revendications.
- **S.N.C.F. A CHALON-SUR-SAONE** : grève des agents du service exploitation pour de meilleures conditions de travail.
- **TRANSPORTS URBAINS DE SAINT-BRIEUX** : débrayages pour les salaires et les conditions de travail.
- **TRANSPORTS URBAINS DE ROUBAIX-TOURCOING** : débrayages pour les salaires et les conditions de travail.
- **GROUPE H.L.M. MEAUX-ARMAND-CARREL A PARIS (19^e)** : suite à l'arrêt de chauffage effectif depuis le 31 octobre, les locataires décident de ne pas payer l'acompte chauffage de novembre.
- **CENTRE CENSIER A PARIS** : des dizaines d'étudiants occupent pendant plusieurs heures le secrétariat du directeur. Ils réclament l'attribution de deux salles pour y organiser une crèche.

- **LYCEE JACQUES-DECOUR** : des lycéens occupent des locaux administratifs contre l'exclusion d'un lycéen.
- **CENTRES METEOROLOGIQUES DES AEROPORTS D'ORLY, DU BOURGET, DE LYON ET DE PLUSIEURS STATIONS DU NORD ET DU CENTRE-EST** : grève pour les salaires, la réforme des statuts. Le personnel de Lyon occupe les locaux du service télécommunications.
- **C.E.A. (usine de traitement) A LA HAGUE** : grève illimitée avec occupation contre les licenciements.

JEUDI 13 NOVEMBRE

- **TREFILERIES DE BOURG-EN-BRESSE (AIN)** : la direction s'oppose aux revendications des trempers en grève depuis le 3 novembre et décide de mettre en chômage les ouvriers de plusieurs ateliers. Les 900 ouvriers se mettent en grève avec occupation des usines.
- **COMPAGNIE DES TRANSPORTS URBAINS A ANGERS** : à la suite d'une mesure de licenciement, les 40 conducteurs se mettent en grève avec occupation du garage.
- **ALSTHOM A TARBES** : grève des ouvriers et employés pour leurs revendications.
- **BRANDT A LYON** : débrayage pour les revendications.
- **ERNAULT-S.O.M.U.A. A SAINT-ETIENNE ET A CHOLET** : arrêts de travail de plusieurs heures.
- **MARTOURET A TERRENOIRE (LOIRE)** : 200 travailleurs cessent le travail pour l'augmentation des salaires, la garantie de la prime de fin d'année, le 13^e mois, la réduction du temps de travail.
- **SUD-AVIATION A SURESNES** : débrayages.
- **THOMSON-C.S.F. A BREST** : grève avec occupation.
- **C.S.F. A ISSY-LES-MOULINEAUX** : débrayages de 3 heures dans plusieurs ateliers pour les salaires, la suppression du boni, la mensualisation, etc.
- **RAFFINERIE DE GRANDPUITS EN SEINE-ET-MARNE** : 400 camions-citernes s'arrêtent en une file de près de 2 km sur la RN 19. Les chauffeurs réclament une meilleure répartition des heures de travail pour diminuer les attentes.
- **C.E.A. (commissariat à l'énergie atomique) A MARCOULE** : grève des 2 400 salariés avec occupation contre les 2 600 licenciements.
- **CITE ADMINISTRATIVE DE BORDEAUX** : les agriculteurs girondins manifestent leur mécontentement en payant leurs impôts en nature. Certains transportaient des légumes de saison, d'autres des barriques de vin et encore une vache et un cochon.

VENDREDI 14 NOVEMBRE

- **CITROEN A PARIS (15^e)** : débrayage des métallos de l'atelier d'outillage contre la mutation arbitraire d'un jeune ouvrier à Clichy.
- **USINE DURENNE A BAR-LE-DUC** : débrayage pour les salaires.
- **USINE PETITCOLLIN A ETAIN (MEUSE)** : manifestation de rues contre les licenciements.
- **WAGONS-LITS A MARSEILLE, LYON ET NICE** : grève contre la mise à pied d'un militant.
- **FERME DE MOUTABOULIN A DIORS (INDRE)** : plusieurs centaines de paysans s'opposent à l'expulsion du fermier par la société propriétaire.
- **TOULOUSE** : 1 200 paysans manifestent contre les restrictions des prêts du Crédit Agricole.
- **SAINT-LO DANS LA MANCHE** : 700 agriculteurs manifestent contre le nouveau statut du fermage.
- **C.E.A. A PIERRELATTE** : grève illimitée avec occupation contre les licenciements.
- **CONSULAT GENERAL DU VIET-NAM DU SUD, 45, RUE DE VILERS A PARIS** : après avoir maîtrisé les deux filcs en faction devant l'immeuble, des anti-impérialistes brisent à coups de pierre les vitres et apposent des affiches de soutien aux combattants vietnamiens.
- **COLLEGE ATTENANT A L'EGLISE AMERICAINE DU QUAI D'ORSAY** : une trentaine d'étudiants américains commencent la grève de la faim, demandant le retrait immédiat des troupes U.S. et du matériel de guerre américain au Vietnam.
- **GARE DU NORD A PARIS** : une cinquantaine d'anti-impérialistes manifestent aux cris de : « F.N.L. vaincra ».
- **CENTRE CENSIER A PARIS** : manifestation à la mémoire du Président Ho Chi-minh avec la présence de Tran Cong-tuong, membre de la délégation de la R.D.V. à la conférence de Paris et Dinh Ba-thi, chef adjoint de la délégation du G.R.P. du Vietnam du Sud. Un représentant de l'U.N.E.F. a pris la parole pour confirmer les manifestations prévues samedi.

SAMEDI 15 NOVEMBRE

- **DOCKERS** : grève de trois jours dans tous les ports.
- **A PARIS** : malgré les nombreuses arrestations de militants opérées la veille (160 arrestations « préventives ») et le quadrillage de la ville par d'importantes forces de répression (C.R.S., gardes mobiles, etc.) plusieurs manifestations ont eu lieu. Une des plus importantes fut celle qui se déroula à 18 h 30 dans les rues du 18^e arrondissement ou plus de deux milles anti-impérialistes manifestèrent leur soutien aux héros combattants vietnamiens aux cris de « F.N.L. vaincra », « A bas l'impérialisme, vive la guerre du peuple », « Nixon assassin », « Libérez nos camarades ». Dans ce quartier populaire, les manifestants entonnèrent l'Internationale à plusieurs reprises. La manifestation se termina à aBrès-Rochecouart sur l'intervention d'un camarade (voir article).

APPEL AUX TRAVAILLEURS
IMMIGRES ET AUX DIFFUSEURS
DE L'HUMANITE ROUGE

Cet enfant a disparu depuis le 13 mai 1969 :

Abdelhonas Haftari, 17 ans, a disparu du domicile de ses parents depuis le 13 mai 1969. Voici son signalement :

Taille 1,61 m, yeux marron, cheveux noirs.

Il aurait été aperçu il y a quelques mois en compagnie d'un homme, européen, de 40 ans environ. Ce monsieur est prié de don-

ner signe de vie aux parents du jeune Abdelhonas... Il serait tenu pour responsable dans le cas où il refuserait de renseigner la famille Haftari.

Pour tous renseignements, prévenir la famille angoissée : M. Haftari, 134, cité Logirem, La Cayolle, 13 - Marseille (8^e) ou écrire à l'Humanité Rouge qui fera suivre le courrier.

Merci.

SOUSCRIPTION NATIONALE

Relevé précédent . 63 864,91	
Anonyme	Paris (19 ^e) 10,00
Vincennes fac.	Vincennes 50,00
E.C.	Montreuil 100,00
C.D.H.R.	Marseille 6,00
D.F.	St-Cyr-sur-Loire 100,00
C.D.H.R.	Tours 60,00
C.D.H.R.	L'Hay-les-Roses 200,00
C.D.H.R. Pernety	Paris 300,00
L.F.	Villeneuve-les-Béziers 60,00
C.D.H.R. Valéry	Paris 10,30
C.D.H.R.	Levallois 60,00
Anonyme salaire d'août	627,50
C.D.H.R.	Le Puy 40,00
G.T.	La Seyne 50,00
Cercle H.R. Blanqui	Paris 200,00
Anonyme	10,00
C.D.H.R.	Saint-Maur 260,00
C.D.H.R.	Versailles N. 30,00
C.D.H.R.	Paris (14 ^e) Brune 100,00
C.D.H.R. Norman,	
Béthune	Paris 60,00
J.P. lycéen	Paris 10,00
A	Marseille 10,00
C.D.H.R.	Toulouse 82,00
Un docteur	Région Parisienne 3 000,00
Total général . 69 300,71	

CONTRE LA LIGNE PETITE BOURGEOISE
DANS LES C.D.H.R.

La vente de masse est d'ores et déjà un succès, mais elle n'a pas atteint l'objectif que nous nous étions fixé. Alors que nous estimions possible une augmentation de la diffusion militante de l'ordre de 100 %, le pourcentage atteint par la province n'est que de 60 %. Nous ne disposons pas encore des chiffres précis en ce qui concerne Paris, mais nous savons qu'ils ne seront pas inférieurs.

L'important, l'essentiel maintenant, consiste à ce que les C.D.H.R. arrêtent les mesures nécessaires pour essayer de maintenir le bond en avant réalisé pour le n° 34, consolident les positions conquises. Sans cet indispensable effort la vente de masse n'aurait pas grande signification. Il n'y a de succès et de victoire qu'après l'offensive. Mais après la victoire il faut savoir la conserver, la préserver. En province le nombre des points de vente a augmenté de 50 % environ. Il faut maintenir ces nouveaux points de vente envers et contre tout (répression et révisionnistes ne manqueront pas de les attaquer pour les faire disparaître !).

Simultanément avec cet effort, les C.D.H.R. doivent rééduquer certains de leurs militants, examiner et autocritiquer leurs méthodes de travail, leur style parfois coupé de l'action. Certains C.D.H.R. composés de 20 à 25 membres ne diffusent que 25 à 30 exemplaires de l'H.R., mais consacrent des quatre, cinq heures, même des demi-journées à « critiquer ». Cette attitude n'a rien à voir avec une juste application de la pensée-maoïsté-toung.

Le président Mao nous enseigne en effet :

« Dans la critique au sein du Parti, mettre en garde les camarades contre les jugements subjectivistes, arbitraires, et contre toute banalisation de la critique ; faire en sorte que les interventions soient fondées et que les critiques aient un sens politique. »

Parce que les C.D.H.R. ne sont nullement « le Parti », il apparaît que ces conseils du président Mao sont encore plus opportuns dans leur cas, car ils ne fonctionnent pas sur la base du centralisme démocratique et donc risquent fort de succomber à de graves défauts, comme l'ultra-démocratie (relire à ce sujet l'article du président Mao « A propos des conceptions erronées dans le Parti »).

Il faut toujours lier de manière vivante la pensée et l'action. Or cela n'est possible que grâce à de bonnes méthodes de travail.

A ce sujet le « Renmin Ribao » vient de publier un éditorial sous le titre « Attention aux méthodes de travail ». Certains points de cet article concernent les problèmes de direction.

Au niveau des C.D.H.R., plusieurs autres points sont aussi à retenir. Par exemple le point 9 qui dit :

« Peu mais mieux. Réunions, documents et formulaires peuvent être radicalement réduits et simplifiés S'ABSTENIR DE PASSER TOUTE LA JOURNEE EN REUNIONS et de se noyer dans la paperasse. ENCOURAGER DES REUNIONS BREVES et des textes succincts. Les informations, elles aussi, doivent être concises. »

Les passages soulignés par nous concernent les C.D.H.R. qui privilégient la discussion sur l'H.R. par rapport à sa diffusion militante.

A ce sujet nous avons appris, à l'issue d'une enquête sérieuse, qu'un « C.D.H.R. » de Paris ne diffusait pas l'H.R. ! Son rôle consistait à critiquer le journal et à nous adresser de longs textes de ces critiques, la plupart du temps erronées d'ailleurs.

Soyons clairs et catégoriques : ce « cercle » n'était pas un C.D.H.R. ! Il usurpait ce titre.

Forts de cette expérience concrète, notre comité de direction a décidé de n'accorder son attention et de ne répondre qu'aux lettres émanant de C.D.H.R. comportant d'abord un bilan (ou dont le bilan nous est déjà connu). C'est-à-dire l'indication du nombre d'exemplaires vendus, l'examen autocritique des erreurs entravant le développement de la diffusion, les suggestions, les décisions prises pour impulser la diffusion d'une part, pour organiser la participation rédactionnelle d'autre part. Voilà ce qui peut contribuer réellement aux progrès de notre journal !

Un C.D.H.R. qui agira de la sorte fera preuve de sérieux, de son désir sincère de défendre l'H.R. en augmentant sa diffusion et en améliorant son contenu. Alors, ce C.D.H.R. « aura droit à la parole » (pour reprendre une expression de Mao Tsé-toung) et ses critiques, assurément constructives pour la plupart, seront sérieusement examinées par notre comité de direction.

La bataille de « L'Humanité-Rouge » doit aussi se mener à l'intérieur des C.D.H.R. La ligne prolétarienne recevra sans cesse notre aide pour arracher à la ligne intellectuelle petite bourgeoise le maximum de camarades sincères et honnêtes.

En avant pour de nouveaux succès de « L'Humanité-Rouge » !

ÉDITORIAL

Le Peuple vietnamien vaincra !

Le 15 octobre dernier plus d'un million d'Américains ont manifesté à leur manière contre la guerre du Vietnam.

Cet événement en lui-même très intéressant vient d'être suivi en Amérique par de nouvelles et puissantes manifestations qui inquiètent au plus haut point les dirigeants américains acculés à la défensive aussi bien sur les champs de bataille du Vietnam que dans leur propre pays. Et dans le monde entier les peuples ont exprimé leur solidarité avec les protestataires américains, isolant toujours davantage l'impérialisme américain et son chef de file du moment le cynique Richard Nixon.

A Paris comme dans beaucoup de villes de France cette solidarité s'est aussi exprimée malgré les mesures prises par le gouvernement qui, depuis le développement de la crise du franc, s'aligne de plus en plus sur les exigences politiques de Washington dont il attend l'aide financière comme au temps de la IV^e République des Ramadier, Guy Mollet, Bidault et autres politiciens américanisés.

Que des centaines de milliers d'Américains ne se laissent pas intimider par un déploiement policier d'une extraordinaire ampleur et manifestent publiquement, dans la rue, leur opposition à cette sale guerre d'agression impérialiste, voilà qui est de nature à soulever l'ensemble de l'opinion publique américaine et à faciliter la prise de conscience anti-impérialiste du demi-million de soldats U.S. sacrifiés pour assouvir les visées de l'impérialisme américain ! Voilà qui fortifiera nos camarades vietnamiens dans leur conviction que la victoire totale est au bout de la juste guerre populaire prolongée, soutenue par la solidarité internationale des peuples du monde.

Depuis 15 ans le peuple vietnamien se bat pour maintenir son indépendance, sa souveraineté, son unité et son intégrité territoriale reconnues officiellement à la conférence de Genève de 1954.

Depuis 15 ans, ne reculant devant aucun sacrifice, guidé par le très regretté président Ho Chi-minh, le peuple vietnamien tout entier n'a cessé de répondre du tac au tac à toutes les formes de l'agression américaine, anéantissant en masse les troupes américaines, détruisant des milliers d'avions, d'hélicoptères, de blindés et autres armes ultra-modernes américaines !

Depuis 15 ans, les cercueils contenant les restes des soldats américains sont « rapatriés » aux Etats-Unis en nombre sans cesse croissant, ainsi que des dizaines et des dizaines de milliers d'éclopés et d'invalides !

Depuis 15 ans, cette guerre qui n'en finit pas, engloutit des centaines de milliards de dollars, enrichissant les « marchands de canons » américains, certes, mais obligeant les chefs de file successifs de l'impérialisme américain à recourir à la « planche à dollars » génératrice de crise financière et monétaire.

Aussi l'inquiétude a gagné peu à peu les milieux dirigeants américains, qu'ils soient dans le camp des « républicains » ou dans celui des « démocrates », déchirés par de multiples contradictions, aux prises avec une crise politique et économique de plus en plus grave. C'est dans ce contexte qu'il faut placer les initiatives de Johnson et de Nixon sur la « cessation des bombardements du Nord Vietnam » et sur l'ouverture des « conversations de Paris ». C'est aussi dans ce contexte qu'il faut placer les ini-

tiatives des « pacifistes » américains décidés, semble-t-il, à manifester aussi longtemps qu'il le faudra pour obliger Nixon à rapatrier toutes les troupes américaines acculées à une défaite certaine.

A l'appel des marxistes-léninistes et de notre HUMANITE ROUGE, les Parisiens ont prouvé qu'ils étaient entièrement solidaires de tous ceux qui, aux Etats-Unis, manifestent leur opposition à la guerre que leur gouvernement poursuit impitoyablement et avec les moyens les plus meurtriers, contre tout un peuple épris d'indépendance et de liberté.

Avec juste raison ces camarades et amis, ces organisations anti-impérialistes et notre journal marxiste-léniniste, ont refusé de s'associer aux initiatives du Mouvement de la Paix et autres organisations plus ou moins dépendantes du P-C-F (révisionniste).

Certes l'appel à la manifestation et le texte de la protestation contre son interdiction rédigés pour la région parisienne peuvent apparaître plus valables que les « appels pour la paix au Vietnam » de pas mal de villes de provinces, où il y est souvent question de « solution négociée » et de « paix juste et durable », langage qu'emploient volontiers les représentants officiels de l'impérialisme américain.

La seule « solution » valable se serait que l'impérialisme américain reconnaisse sa défaite, retire ses troupes et ses armements ainsi que ceux de tous ses satellites, qu'il cesse de soutenir financièrement, économiquement, politiquement et militairement les fantoches de Saïgon, qu'il laisse réellement le peuple vietnamien décider lui-même de son sort.

Cela signifie, en fait, qu'il ne peut y avoir de compromis possible, que la guerre du Vietnam ne peut finir que par la victoire totale du peuple vietnamien.

Certes nous devons exiger que l'impérialisme agresseur retire totalement et rapidement ses troupes d'agression, mais en même temps nous devons dénoncer toute tentative de chercher un compromis sur ce retrait. Pressé par les manifestations contre la guerre qui déferlent dans toute l'Amérique, tirant la leçon des défaites successives de ses troupes, Nixon va poursuivre ses manœuvres, en acceptant le retrait progressif des troupes américaines, ce qui satisfait son opinion publique. Mais ce retrait, et c'est là le compromis à dénoncer serait compensé par le renforcement quantitatif et qualitatif des troupes des fantoches de Saïgon, en armement de toutes sortes. Nixon pense ainsi à la « vietnamisation » de la guerre du Vietnam par un simulacre spectaculaire de désengagement, et faire battre les vietnamiens entre eux. Dans ces conditions si les 500 000 soldats américains étaient rapatriés sur ordre de Nixon, la guerre

du Vietnam se prolongerait sous une autre forme, l'occupation du Sud-Vietnam se prolongerait aussi par fantoches interposés, ainsi que la division de la nation vietnamienne.

L'impérialisme américain obtiendrait « autour du tapis vert » ce qu'il n'a pu arracher par son agression sauvage, c'est-à-dire le droit d'occuper le Sud-Vietnam, de l'exploiter suivant les méthodes néo-colonialistes, de le conserver comme base de départ pour une nouvelle agression contre la République Démocratique du Vietnam et éventuellement contre la République Populaire de Chine.

Les manifestations de la fin de la semaine dernière, tant en Amérique qu'en France et dans beaucoup d'autres pays, auront eu le mérite de nous appeler à la vigilance et à l'action anti-impérialiste pour le soutien résolu au peuple vietnamien dans sa guerre de résistance à l'agression américaine et pour le salut national.

Les marxistes-léninistes ne cesseront de dénoncer l'agression américaine, ainsi que les visées et manœuvres de l'impérialisme américain et de ses complices.

Sont complices de l'impérialisme tous ceux qui, faisant mine de s'apitoyer sur le « génocide » et le « massacre » des populations vietnamiennes, sont prêts à appuyer les solutions de compromis avancées successivement par Johnson et Nixon. Les tortures dénoncées dans les colonnes de notre journal par Mme Nguyen Thi Chôn ne sont pour les patriotes vietnamiens que raisons supplémentaires de poursuivre et intensifier le combat. Il en est de même pour nous.

Les marxistes-léninistes ne cesseront de manifester leur solidarité avec les Américains résolument opposés à la sale guerre du Vietnam, dans la mesure où leur action hâtera la défaite

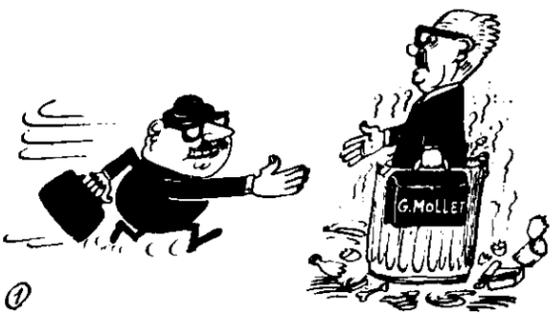
américaine. Les marxistes-léninistes font entièrement confiance à l'héroïque peuple vietnamien guidé dans son juste combat par le Parti des Travailleurs du Vietnam et par le Front National de Libération du Sud-Vietnam. Ils ne doutent pas qu'il saura briser et déjouer toutes les manœuvres destinées à saboter sa guerre révolutionnaire de libération, qui le frustreraient de sa victoire certaine.

Ils ne doutent pas qu'il chassera complètement les impérialistes américains de tout le territoire vietnamien et qu'il réalisera finalement l'objectif pour lequel il combat depuis 15 ans : libérer le Sud de l'occupation américaine, défendre le Nord contre toute agression de l'ennemi, réunifier la patrie vietnamienne.

Pour aider le peuple vietnamien à vaincre l'impérialisme américain, amis et camarades, anti-impérialistes unissez-vous ! Rejoignez le Front Uni Anti-impérialiste.

Abonnez-VOUS...	Nom	abonnement ordinaire :
	Prénom	20 F pour 6 mois
	Adresse	40 F par an
		abonnement de soutien :
		40 pour 6 mois
		80 par an
		abonnement pour l'étranger (par avion) :
		120 F par an

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »
30226.72 Centre La Source



CRIMES YANKEES AU VIETNAM

Suite et fin de l'interview de M^{me} Nguyen Thi-Chon,

Membre de la Délégation du Gouvernement Provisoire Révolutionnaire du Sud-Vietnam actuellement à Paris

(Cf H. R. n° 34)



O. — Madame et chère camarade, le président Ho Chi-minh, éminent marxiste-léniniste et grand dirigeant révolutionnaire du peuple vietnamien est décédé le 3 septembre dernier. Les peuples révolutionnaires du monde, notre propre peuple, ont éprouvé à cette occasion une peine immense, mais en ce qui nous concerne, nous avons décidé de redoubler d'ardeur dans le travail de soutien politique au combat de votre peuple. Dans son testament, votre vénéré et respecté « Oncle Ho », comme vous l'appellez affectueusement, avait écrit : « Mon ultime souhait est que tout notre Parti, tout notre peuple, étroitement unis dans le combat, édifient un Vietnam pacifique, unifié, indépendant, démocratique et prospère, et apportent une digne contribution à la révolution mondiale. » Pouvez-vous préciser pour les lecteurs de l'Humanité-Rouge, comment les communistes et le peuple de votre pays entendent transformer en actes concrets l'ultime souhait de l'immortel président Ho Chi-minh ? Cette question nous paraît d'autant plus actuelle, qu'hier au soir, Nixon a prononcé un discours sur la situation au Sud-Vietnam, dont vous connaissez sans doute déjà le contenu ?

R. — Après le discours de Nixon, on peut constater clairement que la prétention de son administration en ce qui concerne le Vietnam est très grande. Son attitude est très obstinée et va de pair avec toutes les manœuvres perfides destinées à donner le change à l'opinion publique mondiale. Il dissimule soigneusement les crimes commis dans mon pays par ses soldats et par leurs fantoches.

Mais sous la direction du Front de Libération Nationale du Sud-Vietnam et maintenant de notre gouvernement Révolutionnaire Provisoire, la population du Sud-Vietnam unie et résolue va continuer la lutte jusqu'à ce que le Sud-Vietnam soit indépendant.

Le président Ho Chi-minh est le père respecté, le leader vénéré de tout le peuple vietnamien. En mettant en pratique ses enseignements, la population sud-vietnamienne est déterminée à continuer le combat pour que le Viet-nam soit réuni, pour que la paix soit rétablie, en vue d'un Viet-nam uni, indépendant, prospère, démocratique, selon les désirs et aspirations de l'Oncle Ho.

Nous voudrions encore vous exprimer nos remerciements pour vos activités et aussi celles de votre journal en faveur de notre lutte, pour votre soutien à notre lutte.

O. — Chère camarade, pouvez-vous relater maintenant les massacres commis par les odieux agresseurs de votre peuple et leurs fantoches au mois d'août dernier à la prison de Thu Duc ?

R. — C'est au mois de juillet 1968 que les tortures infligées aux détenues ont été aggravées par les géoliers de Thu Duc. Voici à ce sujet le communiqué spécial de notre délégation.

Ils ont déclenché une vague de terrorisme sanglant par des procédés barbares : introduction de chaux vive dans la bouche et dans les yeux, enlèvement des dents, laceration du visage, introduction de bâton dans le vagin. Certaines détenues ont été frappées jusqu'à l'évanouissement. De nombreuses détenues ont été battues jusqu'à la paralysie complète du corps.

Les tortionnaires ont enlevé les dents à Nguyen Thi-bay, qui est une institutrice. Ils ont lacéré le visage de To Thi-tam et Nguyen Thi-bich. Nguyen Thi-thanh a été tuée par strangulation.

Puis le 16 août 1969, les géoliers ont amené Tran Thi-binh dans la salle de torture lui ont été tous les vêtements et lui ont fait subir des tortures sadiques. Deux tortionnaires lui ont écarté les jambes pour permettre au nommé Duong Ngoc-tinh, capitaine fantoche et chef de la prison, d'enfoncer un bâton dans son vagin. Il a ensuite ordonné à ses sbires de la violer à tour de rôle.

Le même jour, ils ont amené au tribunal plusieurs autres détenues. Au retour du tribunal, ils ne les ont pas ramenées dans leurs cellules habituelles, mais les ont mises dans un endroit à part. Sachant que leurs tortionnaires préparaient une vague de répression à leur encontre, ces 10 détenues ont déclenché une grève de la faim pour exiger d'être ramenées dans leurs cellules habituelles. Mises au courant de cette situation, d'autres détenues, gardées dans une cellule voisine, ont aussi mené une grève de la faim. Comme les géoliers refusaient de satisfaire à leurs revendications, elles ont toutes poursuivi leur grève.

Le 21 août 1969, les tortionnaires les ont battues avec une extrême sauvagerie. Dans la nuit même, les détenues Nguyen Thi-tan et Dang Thi-ranh ont succombé à leurs blessures. Ayant appris leur décès, les tortionnaires se sont précipités dans la cellule de détention pour s'empa-

rer de leurs corps, en vue de faire disparaître les preuves de leurs crimes. Bien qu'extrêmement épuisées, les autres détenues ont lutté pour garder les corps de leurs camarades. Les tortionnaires ont aussitôt tué sur place Khong Oue-kinh, une jeune Chinoise de 24 ans. Huynh Thi-ngon a été battue jusqu'à complète paralysie du corps.

Les détenues survivantes se sont efforcées alors de garder les corps de leurs malheureuses camarades pour dénoncer ces actes. Duong Ngoc-minh, le chef de la prison, a ordonné à un groupe de tortionnaires de leur infliger des sévices. Finalement, ils se sont emparés des corps de Nguyen Thi-tan, Dang Thi-ranh et Khong Oue-kinh, et en même temps, ils ont aussi emporté les détenues grièvement blessées. Depuis, on n'a aucune nouvelle d'elles. Parmi ces détenues se trouvent Trinh Hong-quan, 19 ans, Vo Thi-lan, 16 ans, Huynh Thi-Ngon, 19 ans, Nguyen Thi-xung, 17 ans, Tran Kim-cuc, 17 ans, Ly Quy-chi, 30 ans et Lam Xuan-hao, 25 ans.

Devant ces assassinats, les 1 400 détenues de la prison de Thu Duc, y comprises celles de droit commun, ont engagé la lutte, condamnant et maudissant les assassins, exigeant la cessation des sévices et de la répression, que ces crimes soient portés à la connaissance de l'opinion, exigeant le châtiement des assassins, la suppression de l'obligation de saluer le drapeau fantoche et l'abrogation du règlement inique de la prison. Elles ont exigé que des photographies soient prises des corps des détenues tuées ainsi que des détenues rendues invalides par suite des tortures, afin de garder des preuves de ces crimes. Elles ont exigé que les détenues assassinées soient mises en bière et enterrées convenablement, que des dommages soient versés à leurs familles.

Les tortionnaires ont déclenché une autre vague de répression. Le 22 août 1969, ils ont battu à mort Nguyen Thi-xuan-lau, arrêtée à Saigon et détenue à la salle 7, camp H de la prison de Thu Duc depuis le 2 mars 1968.

Dans l'après-midi du 23 août 1969, une compagnie de police de combat a fait irruption dans la cellule 7 pour s'emparer du corps de Nguyen Thi-xuan-lau, a battu sauvagement les 18 femmes qui y sont détenues. Ces policiers ont cherché à obliger 350 autres détenues à quitter la prison de Thu Duc pour les amener à la prison de Chi Hoa (Saigon). Mais ces détenues ont refusé d'obtempérer à leurs ordres, parce qu'elles savaient que leurs géoliers les divisaient pour mieux les réprimer. Les sbires de cette unité de police ont aussitôt lâché sur elles des chiens policiers. Quatre d'entre-elles furent tuées et de nombreuses autres blessées par ces chiens.

Mais, ces actes de répression barbare n'ont pu éteindre la volonté de lutte de ces femmes. Les 22 et 23 août 1969, elles ont organisé une cérémonie à la mémoire de leurs camarades assassinées. Les mille détenues ont crié des mots d'ordre condamnant les bourreaux, appelant la population à leurs secours, appelant les soldats fantoches à ne pas être complices de ces crimes. Affolé, l'ennemi a envoyé sur place des renforts de marines et de policiers de combat pour mener la répression deux jours et deux nuits durant. Au matin du 24 août 1969, le nommé Duong Ngoc-minh a amené 60 autres tortionnaires pour sévir sauvagement contre les détenues des camps B, C et G.

Il en résulte que par suite des répressions ci-dessus dénoncées, des dizaines de femmes détenues dans la prison de Thu Duc ont été tuées et portées disparues, des centaines d'autres blessées. A l'heure actuelle, les femmes détenues à la prison de Thu Duc continuent la lutte. Leurs vies sont sérieusement menacées.

Le gouvernement des Etats-Unis et l'administration fantoche Thieu-Ky-Khiem s'efforcent de dissimuler leurs crimes sauvages commis à l'encontre des détenues de la prison de Thu Duc. Pendant qu'ils s'obstinent à intensifier la guerre dans tout le Sud-Vietnam, et à aggraver la répression contre toutes les couches de la population vivant dans les zones encore temporairement occupées, ils commettent des actes barbares pour massacrer les personnes détenues dans les milliers de prisons au Sud-Vietnam.

Nous appelons instamment l'opinion éprise de justice et d'humanité du monde à dénoncer ces crimes et à agir fermement en vue d'arrêter la main sanglante des impérialistes américains et de la clique Thieu-Ky-Khiem dans la prison de Thu Duc et dans les autres prisons du Sud-Vietnam, d'exiger qu'ils respectent la vie et la dignité des patriotes détenus dans les gélols américains-fantoches au Sud-Vietnam, d'exiger qu'ils remettent en liberté toutes les personnes illégalement détenues.

Il en résulte que par suite des répressions ci-dessus dénoncées, des dizaines de femmes détenues dans la prison de Thu Duc ont été tuées et portées disparues, des centaines d'autres blessées. A l'heure actuelle, les femmes détenues à la prison de Thu Duc continuent la lutte. Leurs vies sont sérieusement menacées.

Le gouvernement des Etats-Unis et l'administration fantoche Thieu-Ky-Khiem s'efforcent de dissimuler leurs crimes sauvages commis à l'encontre des détenues de la prison de Thu Duc. Pendant qu'ils s'obstinent à intensifier la guerre dans tout le Sud-Vietnam, et à aggraver la répression contre toutes les couches de la population vivant dans les zones encore temporairement occupées, ils commettent des actes barbares pour massacrer les personnes détenues dans les milliers de prisons au Sud-Vietnam.

Nous appelons instamment l'opinion éprise de justice et d'humanité du monde à dénoncer ces crimes et à agir fermement en vue d'arrêter la main sanglante des impérialistes américains et de la clique Thieu-Ky-Khiem dans la prison de Thu Duc et dans les autres prisons du Sud-Vietnam, d'exiger qu'ils respectent la vie et la dignité des patriotes détenus dans les gélols américains-fantoches au Sud-Vietnam, d'exiger qu'ils remettent en liberté toutes les personnes illégalement détenues.

DU GOLFE ARABIQUE A L'ATLANTIQUE : LA RÉVOLUTION ARABE VA DE L'AVANT

La guerre révolutionnaire de libération nationale du peuple palestinien contre l'envahisseur sioniste est une partie intégrante de la lutte anti-impérialiste et révolutionnaire des peuples arabes. Les porte-parole des organisations de résistance palestiniennes le rappellent en toute occasion, et ils ont raison.

Et justement, avant même qu'elle soit terminée, on peut dire que l'année 1969 aura marqué de nouveaux succès de cette lutte révolutionnaire. Nous en rappellerons les plus importants, que les brillants succès de la résistance palestinienne ont parfois fait oublier ou minimiser.

Soudan : un pas en avant

En mai dernier, soutenus par le peuple travailleur et les intellectuels progressistes, certains éléments de l'armée ont abattu l'équipe réactionnaire qui détenait le pouvoir. Le nouveau régime a pris un certain nombre de mesures progressistes sur le plan social et agraire. En outre, il s'en est pris avec succès au pouvoir, jusque-là exorbitant des congrégations religieuses.

Il a en outre entamé un processus destiné à mettre fin à la guerre menée par le régime précédent contre la minorité noire non musulmane habitant le Sud du pays et à donner satisfaction aux revendications de cette population.



Le peuple soudanais manifeste lors du coup d'Etat en mai dernier.

L'absence au Soudan, d'un parti révolutionnaire organisé reste bien sûr, le plus lourd handicap pour le peuple soudanais, dont les luttes ont toujours fini, dans le passé, par être confisquées par la bourgeoisie.

Mais le caractère beaucoup plus radical des mesures prises par le nouveau régime à l'encontre des forces réactionnaires (féodales, bourgeoises et religieuses) indique que le peuple soudanais est de plus en plus difficile à « payer de mots », et que sa pression se fait plus lourde.

Des forces authentiquement révolutionnaires sont apparues ces dernières années, tant au sein du parti révisionniste soudanais que parmi les groupes progressistes et couches potentiellement progressistes du pays (petite bourgeoisie, paysannerie pauvre, militaires issus du peuple).

Ces forces sont encore peu nombreuses, mais jouissent de l'appui de la majorité de la population parce qu'elles formulent ses exigences et montrent la route à suivre pour les faire triompher.

Leur développement rend d'ores et déjà improbable tout retour au passé. Il permettra bientôt un nouveau bond en avant de la lutte révolutionnaire et émancipatrice du peuple soudanais.

Le peuple libyen abat la monarchie senoussiste

Le 1^{er} septembre dernier, de jeunes militaires subalternes ont abattu le régime néo-colonialiste et complètement corrompu, du roi Idriss Es Senoussi.

Ce régime s'appuyait sur les éléments féodaux et compradore les plus férocement réactionnaires : c'est pourquoi la masse du peuple libyen a acclamé et soutenu l'action des jeunes officiers.

Dans toutes les villes et bourgades, des manifestations d'enthousiasme ont salué la chute de l'ancien régime. Ouvriers, fellahs, petits commerçants et artisans, écoliers, étudiants et enseignants se sont rassemblés en cortèges et meetings improvisés et joyeux.

Les murs ont été recouverts d'inscriptions et de dessins humoristiques mettant en accusation la famille royale, les féodaux, les bourgeois compradore et les collabos des occupants occidentaux.

Ceux-ci n'ont pas tardé à voir leurs craintes justifiées par les actes du nouveau régime.

Moammer Al Khadafi, principal responsable de la junte au pouvoir, a indiqué qu'elle ne renouvellerait pas les traités autorisant le stationnement des forces militaires

U.S. à la base de Wheelus Field (près de Tripoli) et britanniques en Cyrénaïque (Tobrouk et El Adem). Il faut savoir, en effet, que dans ce pays immense (1 million 750 000 km²), mais peuplé seulement de 1 300 000 habitants et dont l'armée n'a que 8 000 soldats, campent encore actuellement 6 000 soldats, officiers et « spécialistes » yankees et autant de britanniques !

Les traités en question expirent respectivement en 1970 et 1973, mais comme nous ne sommes plus au temps de la « diplomatie de la canonniers », les impérialistes américains et britanniques paraissent avoir renoncé à intervenir directement pour rétablir l'ordre ancien en Libye. Mieux, ils commencent déjà à plier bagages.

Mais le plus gros problème reste à résoudre. La Libye est le plus gros exportateur de pétrole d'Afrique, et le troisième du monde (après le Koweït et le Venezuela) : 125 millions de tonnes de pétrole en 1968. Dans le passé, les redevances versées par les compagnies pétrolières exploitantes (royalties) ont servi à engraisser la couche féodalo-bourgeoise au pouvoir.

Le peuple libyen, non seulement exige d'être le bénéficiaire principal des richesses de son sous-sol, mais il comprend que cet objectif ne pourra être atteint sans l'élimination complète des compagnies pétrolières étrangères.

Il est certain que le peuple libyen est farouchement décidé à prendre sa place dans la lutte révolutionnaire anti-impérialiste et anti-sioniste.

Les nombreux procès politiques qui ont marqué les dernières années à Tripoli et Benghazi, les violentes manifestations anti-sionistes de juin 67 l'ont montré sans équivoque. Il est non moins certain cependant qu'en Libye comme au Soudan, le renversement des régimes féodaux

et théocratiques a été opéré « à froid », par l'armée, sans le concours des masses populaires, tenues à l'écart.

Là même où le peuple dans sa masse a participé à la révolution, comme cela a été le cas au Yémen (Nord et Sud) et dans d'autres pays arabes, l'absence d'un parti fondant son action sur les principes du marxisme-léninisme, a permis à la bourgeoisie locale de « récupérer » la révolution à son profit.



Les étudiants libyens décrochent le portrait du roi Idriss I^{er}

C'est pourquoi, pour positif que soit dans ces pays tout pas en avant dans l'élimination des régimes les plus réactionnaires et pro-impérialistes, il sera sujet à remise en question, tant que cette donnée politique n'aura pas été modifiée. L'exemple de l'Indonésie prouve que la

L'étincelle de la lutte armée populaire au Dhofar

Pour anéantir l'ennemi dans toute la région et libérer la population de Rakhuyt, le commandement de l'ouest de l'Armée populaire de Libération décida d'anéantir la garnison de Rakhuyt et de libérer la ville.

Le 23 août à 13 heures, une unité de l'A.P.L., soutenue par la milice, se lança à l'assaut des positions frontales de l'ennemi et les encercla. Les combattants de l'A.P.L. et les miliciens lancèrent alors une puissante offensive politique vers l'ennemi : « Vous êtes encerclés, toute voie de retraite vous est coupée, rendez-vous avec vos armes ! ». L'A.P.L. fit aussi connaître sa politique de clémence à l'égard de ses prisonniers. Puis elle lança cet ultimatum : « La reddition dans les quinze minutes. » Cherchant à gagner du temps en prévision de renforts, l'ennemi, plein de ruse, demanda un délai de deux semaines. Au refus d'obéir aux ordres répétés de l'A.P.L., son commandant donna l'ordre d'attaquer : « anéantir tout ennemi qui refuse de se rendre ! ».



Patrouille de l'Armée populaire du Dhofar.

L'attaque commença. Combattants et miliciens, vouant une haine implacable à l'ennemi, chargèrent avec bravoure. Ils concentrèrent le tir de leurs mitrailleuses, mitrailleuses et fusils automatiques sur les positions de mitrailleuses de l'ennemi et détruisirent à la grenade le réseau de fils de fer barbelé. Sous ce feu nourri, les points fortifiés de l'ennemi tombèrent l'un après l'autre, tandis que les soldats ennemis qui refusaient de se rendre étaient tués ou blessés. Après 4 heures de combats acharnés, l'ennemi hissait le drapeau blanc sur le réduit principal. Les quelque dix soldats ennemis qui restaient levaient les mains, se rendant avec leurs armes.

Après ce combat victorieux, l'A.P.L. hissa le drapeau du Front populaire pour la Libération du Golfe arabe occupé sur la plus haute tour de Rakhuyt. Le soleil brillait sur la mer bleue et les vertes collines du Dhofar. Rakhuyt, libérée, était plus belle que jamais. Dans la joie de la victoire, les combattants de l'A.P.L. et les miliciens comptèrent leurs trophées.

Dans la matinée du 27 août, alors que je me rendais à la garnison d'une unité relevant du commandement de l'ouest de l'A.P.L., je rencontrai quatre combattants qui escortaient, mitrailleuses au poing, la dizaine de prisonniers de guerre de Rakhuyt. Un jeune combattant, frappant sur sa mitrailleuse, me déclara : Le président Mao a dit : « Tout ce qui est réactionnaire est pareil : tant qu'on ne le frappe pas, impossible de le faire tomber. Nous devons anéantir tout ennemi qui refuse de se rendre. »

Un communiqué militaire publié fin octobre, par le quartier général de la zone militaire de l'A.P.L. dans le centre du Dhofar indique que ses forces ont, le 17 septembre, attaqué l'ennemi à plusieurs reprises, faisant parmi ses rangs 83 morts et blessés.

bourgeoise nationale n'est ni apte ni désireuse de mener à son terme la lutte révolutionnaire et émancipatrice.

Pis, lorsqu'elle juge ses intérêts de classe menacés, elles peut à tout moment passer dans le camp de la contre-révolution.

Seule son intégration à un front uni national dirigé par un authentique parti communiste peut l'empêcher d'opérer une telle volte-face et permettre ainsi la transformation de la révolution anti-féodale et anti-colonialiste en révolution socialiste.

Il est évident qu'en Libye comme dans d'autres pays arabes « progressistes », nous n'en sommes pas encore là. Cependant les impérialistes ont raison d'avoir peur. Le processus révolutionnaire est irréversible.

Le 1^{er} septembre 1969, la Libye a cessé d'être un pays « sûr » pour les impérialistes. Le chemin est certes encore long, qui mènera les peuples arabes, y compris celui de Libye, vers le socialisme, mais notre époque est celle de l'effondrement de l'impérialisme et du triomphe de la révolution socialiste.

Quelles que soient les positions politiques ou l'appartenance de classe des protagonistes du coup d'Etat de Tripoli, l'élimination de la monarchie senoussiste est un pas sur ce chemin.

C'est pourquoi, sans excessives illusions quant aux professions de foi « socialistes » lancées à Tripoli, à Khartoum ou ailleurs, nous saluons néanmoins ce coup porté à l'impérialisme et au néo-colonialisme, persuadés qu'il sera suivi d'autres coups, encore plus puissants.

Début octobre, l'A.P.L. a aussi infligé de lourdes pertes à l'ennemi qui tentait de s'introduire sur le plateau de Hamulin et elle est passée à l'attaque dans d'autres régions et a abattu un avion militaire britannique, annonce le dernier communiqué militaire publié par le bureau d'Aden du front.

Les combattants du Front populaire de Libération du Golfe arabe ont étudié et assimilé les enseignements du camarade Mao Tsé-toung, ainsi que la théorie du camarade Lin Piao sur la guerre du peuple.

Ainsi que l'indiquait en mai dernier, un responsable de cette organisation :

« Le rapport politique présenté par le vice-président Lin Piao constitue un programme général pour le peuple chinois dans sa révolution et dans son édification socialiste. Ce rapport revêt une grande signification non seulement pour le peuple chinois mais aussi pour les peuples

révolutionnaires du monde. Ces derniers, en particulier ces forces révolutionnaires qui mènent la lutte armée, doivent l'étudier consciencieusement, en tant que force populaire pour la Libération du Golfe arabe occupé, devons étudier d'une façon pénétrante ce grand document historique pour y puiser de l'expérience et pour guider notre lutte armée qui se renforce chaque jour davantage. »

D'autres responsables, au cours du même interview, ont salué la victoire de la pensée-maoïste sur la ligne de trahison de Liou Chao-chi, et souligné l'importance décisive de la grande révolution culturelle prolétarienne.

Un autre combattant arabe a conclu : « Nous nous tournons avec admiration vers le grand dirigeant le président Mao et le grand peuple chinois, car le grand peuple chinois dirigé par le grand dirigeant le président Mao, est le peuple qui soutient le premier notre juste guerre révolutionnaire... Le peuple chinois dirigé par le grand dirigeant le président Mao est le puissant soutien des peuples révolutionnaires du monde. »

Les combattants du Golfe arabe ont su analyser les succès, mais aussi, les insuffisances des précédentes révolutions arabes. Appliquant la vérité universelle du marxisme-léninisme à la pratique concrète de la révolution dans leurs pays, ils remportent chaque jour de nouveaux succès et vont de l'avant.

L'impérialisme britannique, qui doit retirer ses troupes en 1971, sera peut-être remplacé par un autre oppresseur. Mais pour peu de temps. La guerre du peuple de la région du Golfe arabe, exemple pour tous les peuples de l'Orient, sera victorieuse.

BILAN DES DERNIERS ÉVÉNEMENTS DE GRENOBLE

Rappelons les faits :

Le 11 octobre : un groupe de maoïstes distribue des tracts place Grenette. Provocation d'un flic en civil. Bagarre entre flics et maoïstes. Cinq d'entre eux sont arrêtés et inculpés.

Ils doivent passer en jugement le 11 novembre.

Nuit du 21 au 22 : une équipe de collage du même groupe est arrêtée : au total, 10 militants en taule.

Le 25 : on apprend que le procès a lieu le mardi 28 à 14 heures. Belle manœuvre pour couper toute possibilité de mobilisation correcte contre la répression.

Comment s'est développée la lutte contre la répression

Deux types d'actions se développent parallèlement.

a) A l'initiative du S.N.C.S. (syndicat national des chercheurs scientifiques F.E.N.), les organisations syndicales et politiques sont convoquées à une réunion pour envisager les moyens d'action.

Répondent à cette invitation : P.S.U., les amis de H.R., l'A.J.S., l'A.G.E.G., le Parti socialiste, la Convention des Institutions républicaines, la F.E.N., quelques sections du S.N.E.Sup. Un meeting est organisé, malgré l'avance du procès. Le Parti socialiste, la C.I.R., la F.E.N., le S.N.E.Sup. ne signent pas le tract d'appel commun.

b) Parallèlement : le groupe des amis des emprisonnés lance une campagne (sans aucune préparation préalable) à « la résistance populaire », « la lutte contre les flics », aidés par leurs nouveaux alliés anarchistes qui s'illustrent par des inscriptions grossières sur les murs de la ville. Les inscriptions de toute sorte fleurissent, des tracts signés « maoïstes et anarchistes » sont largement distribués. leur contenu est proprement anarchiste.

Le jour du procès : 500 personnes (majorité d'étudiants) au Palais de Justice. Grosse mobilisation de police en civil et en uniforme.

Verdict : pour 4 d'entre eux 2 mois avec sursis, pour le 5^e : 15 jours avec sursis.

Après le verdict, formation d'une manifestation qui retourne place Grenette. Les vitres du « Progrès » volent en éclats. Alerte chez les flics, confusion dans la manif. Quelques manifestants se réfugient dans les locaux de l'A.G.E.G. qui sont aussitôt cernés par les C.R.S. dûment harnachés.

Au regard de ces événements, comment apparaît la tactique des maoïstes.

Ce groupe composé d'éléments de la C.D.P. et de Ligne rouge a très rapidement fait alliance avec des anarchistes. Cette alliance n'est pas pour nous étonner : en effet, nous savons depuis longtemps que la C.D.P. se paie de la pensée de Mao pour justifier malhonnêtement sa ligne anarchiste. Quant au groupe Ligne rouge nous ne devons pas nous étonner qu'après des positions intellectuelles et sectaires, il tombe dans l'activisme. Bien sûr, il y a dans les rangs de ce groupe des progressistes abusés par le verbe

révolutionnaire. Mais éviter de les critiquer ne saurait être une attitude marxiste. Nous devons au contraire les aider à trouver la voie juste.

Il est erroné de croire que l'on peut mobiliser artificiellement les masses à partir d'actions d'éclats réprimées par la police.

La tactique des « maoïstes et anarchistes » était la suivante : entraîner l'A.G.E.G. et les autres organisations à appeler au rassemblement au Palais de Justice, tout en gardant seuls l'initiative de l'organisation du rassemblement, tout en gardant la direction politique.

En dépit de leurs affirmations selon lesquelles ils n'entendaient pas lancer une action provocatrice, on peut se demander, lorsqu'on voit que les vitres du « Progrès » ont volé en éclats après une manifestation comptant 150 à 200 personnes, ce qu'ils auraient tenté si la mobilisation avait été plus large.

La lutte contre la répression, s'inscrit dans la lutte contre le pouvoir des monopoles. Dans cette lutte la première tâche : unir la classe ouvrière et rassembler autour d'elle le maximum d'alliés. Dans cette tâche nous devons lutter pied à pied contre l'influence de l'idéologie bourgeoise au sein de la classe ouvrière : c'est-à-dire les idées défaitistes des réformistes et révisionnistes.

Le temps n'est pas venu des grandes manifestations d'éclat. Pour accumuler les forces nécessaires au renversement du capitalisme monopoliste, pour les organiser, la voie n'est pas celle des actions de commandos, sans arrière et sans perspectives. Toute action engagée doit servir la classe ouvrière. Elle doit être largement discutée, élaborée et organisée avec le plus grand soin.

Nous ne doutons pas qu'il y ait, parmi les diffuseurs de la place Grenette, des camarades sincères, trompés par la théorie du spontanéisme et de l'anarchisme.

— Lutter pour la libération des camarades arrêtés est juste. Cela s'inscrit dans la lutte contre la fascisation du régime.

— Les méthodes sont déterminantes dans la justesse de cette lutte. Nous sommes convaincus que les méthodes spontanées et anarchistes ne servent pas la lutte contre la répression et la fascisation, mais bien au contraire, servent la propagande bourgeoise et révisionniste. Ne pas dire cette vérité aux camarades sincères ne saurait être une attitude de marxiste.

Pour aller au combat contre les monopoles, nous devons partir en rangs serrés, bien organisés, avec des perspectives claires. Ce n'est pas par des actions improvisées, non préparées par un travail prolongé à la base, que nous porterons des coups sérieux aux monopoles. Mais plutôt par un travail patient d'explication et d'organisation mené à partir de la base sous la direction du parti révolutionnaire, arme indispensable de la lutte.

Contre la répression.
Contre la fascisation.
Vive le front uni anti-monopoliste, anti-fasciste !

TACTIQUE DU RÉGIME CONTRE LES SURVEILLANTS, DANS L'ENSEIGNEMENT

Depuis la rentrée scolaire, nombre de postes de surveillants (internat comme externat) ne sont pas pourvus.

Quand des délégations se rendent au Rectorat on leur répond que le Rectorat ne fait que répartir les possibilités budgétaires entre les différents établissements d'une académie (plusieurs départements). Celui qui écrit ces lignes a participé à l'une de ces délégations qui ne peuvent qu'entamer un dialogue de sourd avec de grands commis qui cherchent à rejeter toute responsabilité et à apaiser les esprits.

Comme il n'y a pas d'argent pour créer des postes de surveillants, le grand commis propose généralement des moyens de fortune : la prise en charge par l'établissement de maîtres au pair.

Quel en est l'avantage pour le régime ? Un maître au pair n'est pas payé : il travaille un certain nombre d'heures pour son logement et sa nourriture. Il n'a aucune garantie, donc n'est pas gênant. Il est choisi par le directeur, qui peut avoir une relative confiance en lui. Les éléments contestataires sont directement et facilement écartés.

Ce dernier avantage (pour l'Administration !) ne doit pas étonner à l'heure actuelle ; il va dans le sens de la dernière circulaire (25 septembre) sur les surveillants et leurs nominations. Guichard a déclaré en effet que la responsabilité de la sélection et du maintien des surveillants doit incomber aux chefs d'établissements et qu'« aucun surveil-

lant ou maître d'internat ne doit être maintenu ou recruté dans un établissement contre l'avis du chef d'établissement ».

A quoi servent alors les commissions paritaires qui sont censées garantir les nominations ? A quoi sert le statut de la fonction publique élaboré juste après la Libération ?

En réalité, il s'agit d'une tentative pour avoir des surveillants dociles, participatistes et ces mesures s'inscrivent dans le grand ensemble qui vise à museler la jeunesse, à la réprimer, à accroître ses difficultés matérielles, à lui boucher toute perspective.

Les grands commis peuvent se retrancher derrière la loi de finance, l'Assemblée qui la vote et les citoyens qui ont élu l'Assemblée... Il reste que la jeunesse, à partir de son expérience, repoussera l'attentisme, l'électoratisme et organisera toujours mieux son action contre le plan d'austérité et le régime actuel.

Nous parlons d'attentisme et cela vise la direction du S.N.E.S. Dans l'Université syndicaliste n° 4 rien de concret n'est prévu pour lutter contre cette circulaire. Bref, c'est la même politique qui continue : on fait des analyses sur les coups que porte la réaction et on ne prévoit aucun moyen d'action, à la mesure d'un tel syndicat.

Dénonçons les mesures gouvernementales !

Discutons avec les syndiqués et non syndiqués pour étendre les luttes !

FACULTÉ DES LETTRES DE LYON : LA LUTTE CONTRE L'AUGMENTATION DES DROITS D'INSCRIPTION !

La lutte contre l'augmentation des droits d'inscription, première étape de la riposte du mouvement étudiant au plan d'austérité, s'est engagée le 1^{er} octobre, jour d'ouverture des inscriptions. Les conditions étaient difficiles : peu d'étudiants rentrés, donc peu de mobilisation, pas d'organisation (les Comités d'Action UNEF ne sont pas encore constitués). Les marxistes-léninistes ont donc dû prendre des initiatives, d'abord seuls, puis avec des progressistes : tenir les piquets, expliquer politiquement la lutte, élaborer et diffuser des tracts.

Le premier jour, le piquet a tenu fermement, mais nous n'étions pas assez préparés pour expliquer à fond la lutte et organiser ceux qui lui étaient favorables. Des délégués participationnistes de l'U.N.E.F.-Renouveau sont venus nous sommer de les laisser passer. Ils ont tenté d'enfoncer le piquet et d'entraîner contre nous les étudiants les plus influençables. Mais leur démagogie n'a eu aucune prise sur les 200 présents. Cette attaque maladroite et vouée à l'échec a contribué à les démasquer aux yeux de ceux qu'ils pouvaient encore tromper.

D'autre part, l'aide des trotskystes de l'A.J.S. s'est révélée être un sabotage. En effet, après deux heures de piquet, ils ont jugé cette forme de lutte « démobilisatrice » et ont entraîné les étudiants dans une « assemblée générale ». Leurs leaders y ont proposé une délégation au conseil transitoire pour lui demander de suspendre les inscriptions et d'abroger l'augmentation. Or, le doyen avait décidé immédiatement la suspension sans attendre l'A.J.S. ; quant à l'abrogation, ce n'était pas ce conseil fantôme qui pouvait l'obtenir puisque son autonomie financière est illusoire. Bien sûr, la délégation n'a obtenu que des promesses et personne ne s'est fait d'illusions sur cette « grande victoire de l'A.J.S. ». Par la suite, ni en Lettres, ni en Sciences, les trotskystes n'ont participé aux piquets. Les groupuscules révisionniste et trotskyste ont donc eu des rôles complémentaires, une fois de plus : les uns attaquant de front le mouvement, les autres le soutenant en apparence pour mieux le saboter, l'orienter sur des voies de garage. Les marxistes-léninistes doivent donc concrètement et clairement dénoncer ces ennemis du mouvement étudiant.

De fait, la suspension des inscriptions était une mesure habile de la part du conseil : plus de piquet, donc plus d'agitation, plus de mobilisation. En même temps, il se disait démagogiquement favorable à l'abrogation de l'augmentation. Il y a donc eu un temps mort que nous n'avons pu utiliser, faute de la présence des étu-

dants. Les inscriptions ont repris le 15 octobre pour les boursiers et les sursitaires, avec un chantage explicite de l'Administration sur ces catégories pour diviser les étudiants. A l'initiative des marxistes-léninistes, à nouveau, un piquet s'est constitué. Il n'était pas très nombreux et devait à la fois renseigner les étudiants, leur expliquer les manœuvres de l'Administration, faire appel à leur solidarité et leur donner une explication politique du plan d'austérité. Il était donc difficile de faire face. Mais les manifestations de franche hostilité et les provocations ont été relativement rares, et nous les avons affrontées avec autant de patience que de fermeté. De plus, un certain nombre de militants de Front Uni et de progressistes se sont rassemblés à cette occasion. Ils forment les noyaux des C.A. Cependant, nous sommes loin d'avoir regroupé tous ceux qui peuvent l'être.

Mais du fait de la décision d'inscrire par correspondance (dernière manœuvre de sabotage du conseil) et de notre isolement (arrêt du mouvement en Sciences et en Droit, parcellarisation sur l'ensemble de la France), nous avons dû cesser la lutte pour cette revendication, sans cesser l'agitation et la propagande contre le plan d'austérité. Il nous semble qu'un tel mouvement devait être national pour aboutir. C'est en grande partie par manque d'une direction ferme et juste sur le plan national que la lutte a échoué. La direction actuelle de l'U.N.E.F. n'a donné tout au long que des informations et des mots d'ordre vagues. Il ne sert à rien de mener localement une action de façon juste si la coordination et l'organisation des luttes n'est pas assurée. C'est donc le problème de la direction de l'U.N.E.F. qui est posé (tant pour l'A.G.E. que pour le B.N.).

Mais le bilan de cette première étape comporte des aspects largement positifs : le conseil transitoire est démasqué, la campagne contre l'austérité est commencée, les étudiants se regroupent. Les tâches pour les semaines à venir sont claires : lutter contre les courants de sabotage dans le mouvement étudiant et réorganiser l'U.N.E.F.

Chers camarades,

Après l'article sur Censier, nous avons pensé que nous pouvions aussi rendre compte de notre expérience à la Fac de Lettres de Lyon. Nous avons essayé, du mieux que nous pouvions, de résumer notre travail d'un mois. Nous pensons qu'il serait utile, dans la mesure où il y aura de la place, que cet article soit publié. Salut rouge.

Les étudiants m-l.
de la Fac de Lettres de Lyon.

NICE : POURCHASSONS LA VERMINE FASCISTE !

« Le ventre est encore fécond qui produit la bête immonde » (B. Brecht)
Halte à la montée du fascisme !

Depuis quelques mois, nous assistons à une recrudescence des agissements terroristes de l'A.G.E.N., groupement fasciste, contre les militants révolutionnaires.

Au début de septembre, au cours d'un affichage, les occupants d'une DS ont tenté de jeter une grenade fumigène à l'intérieur de la voiture d'une militante ; un peu plus tard, le logement d'un camarade a été saccagé par un commando appartenant à cette organisation.

Deux semaines après, un militant révolutionnaire a été agressé alors qu'il rentrait chez lui et a reçu des menaces de mort. Bien qu'ayant déposé une plainte dénonçant le fait et citant le nom des agresseurs, aucune suite judiciaire n'a été donnée à cette affaire, comme à d'autres d'ailleurs...

La semaine dernière avait lieu au Palais de justice de Nice, le procès de trois camarades arrêtés au cours d'une manifestation organisée par le Front Uni contre la répression. Ce procès s'est déroulé au milieu d'un grand déploiement de forces de l'ordre. Pendant ce temps, un commando fasciste, armé de barres de fer et de pierres attaquait la faculté de lettres, prenant comme prétexte le vidage d'un de leurs acolytes professeur à la fac (celui-ci avait refusé de s'expliquer sur

ses relations avec un des dirigeants de l'A.G.E.N. et avait quitté l'amphithéâtre en frappant un étudiant progressiste).

Les fascistes ont dû quitter les lieux rapidement, poursuivis par les militants révolutionnaires auxquels s'étaient joints spontanément de nombreux étudiants.

Pendant ce temps, l'U.E.C., fidèle à la tactique du P.-C.-F., observait la scène, bien à l'abri, après avoir donné son appui moral... Par ce refus très clair d'unité à la base contre le fascisme, les voilà démasqués une fois de plus.

Cette fois, les flics ont répondu à l'appel du doyen, assez tardivement, puisque quand ils sont arrivés, les fascistes venaient juste de décamper.

Il y a deux jours, à deux heures du matin, la voiture d'une militante a été brûlée près de chez elle au risque d'incendier une maison. La population du quartier a manifesté son indignation devant ce genre de pratique.

Quelle sera l'issue de cette escalade ? Permettons-nous que prolifère cette vermine protégée par tout l'appareil répressif bourgeois : flics, presse et justice bourgeoises ?

Non ! Préparons-nous à la riposte de masse qui éliminera pour un bon moment la menace qui pèse quotidiennement sur nos militants !

« Pour un œil, les deux yeux ; pour une dent, toute la gueule ! »

Une correspondant H.-R. de Nice.

EN AVANT, pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat !

(10)

LE CARACTÈRE DE NOTRE RÉVOLUTION (II)

L'essentiel, dans la doctrine de Marx, c'est la lutte des classes. C'est ce qu'on dit et c'est ce qu'on écrit très souvent. Mais c'est inexact. Et, de cette inexactitude, résultent couramment des déformations opportunistes du marxisme, des falsifications tendant à le rendre acceptable pour la bourgeoisie. Car la doctrine de la lutte des classes a été créée non par Marx, mais par la bourgeoisie avant Marx ; et elle est, d'une façon générale, acceptable pour la bourgeoisie. Quiconque reconnaît uniquement la lutte des classes n'est pas pour autant un marxiste ; il peut se faire qu'il ne sorte pas encore du cadre de la pensée bourgeoise et de la politique bourgeoise. Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat. C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi du grand) bourgeois. C'est avec cette pierre de touche qu'il faut éprouver la compréhension et la reconnaissance effectives du marxisme. »

Lénine, « L'Etat et la révolution ».

LA DICTATURE BOURGEOISE

Cette pierre de touche, appliquée à la ligne politique du P. « C. » F., en révèle le révisionnisme complet. Le mot « dictature du prolétariat » n'est pas rejeté mais complètement vidé de son contenu. En effet, à aucun moment le Manifeste de Champigny (entre autres textes de ligne) n'appelle le pouvoir de la bourgeoisie une dictature ; en termes vagues le Manifeste parle de « la concentration d'une énorme puissance entre les mains de la bourgeoisie » mais pas de dictature.

Quant à l'Etat, il est « mobilisé tout entier pour la sauvegarde et l'augmentation du profit du grand capital, il favorise systématiquement l'exploitation capitaliste à l'échelle de la société tout entière ». Et c'est tout ! L'Etat bourgeois comme appareil de répression armée contre le peuple, tel que Lénine la définit dans l'Etat et la révolution, on n'en souffle mot dans le « Manifeste » du P. « C. » F. ! Or, ce qui fonde de la nécessité de la dictature du prolétariat c'est précisément la dictature qu'exerce la bourgeoisie. Ne pas reconnaître cette dictature c'est vider de tout contenu le principe de la dictature du prolétariat.

Le pouvoir de la bourgeoisie, nous dit Lénine, est une dictature exercée par la minorité des exploités sur la majorité : les exploités. Le principal instrument par lequel cette dictature s'exerce c'est l'appareil d'Etat et tout particulièrement son appareil répressif armé : armée, police, prisons, justice bourgeoise. Cette répression permanente, qui ne se manifeste bruyamment que lorsque la révolte des masses atteint un certain degré, garantit tout le système de l'exploitation capitaliste. Ce système d'exploitation lui-même est une dictature exercée sur les masses. Exploité et surexploité dans son travail par les cadences, l'allongement de la journée de travail, etc., l'ouvrier, hors de son travail, est démuné presque de tout moyen pour étudier, s'organiser. La bourgeoisie lui laisse juste assez de temps et d'argent pour reproduire sa force de travail, c'est-à-dire être en état de revenir le lendemain à l'usine se faire à nouveau exploiter.

Cette dictature sur la majorité est en même temps une démocratie pour la minorité d'exploiteurs. La bourgeoisie monopolise l'instruction et l'argent qui lui procure les moyens d'information, de réunion et d'organisation. Une armée d'idéologues, de journalistes et de politiciens bourgeois a le temps et l'argent pour imposer l'idéologie bourgeoise comme l'idéologie dominante, organiser la politique de la bourgeoisie, diviser le peuple, etc. Dans ce système, les libertés reconnues formellement à tous, quelle que soit leur classe, ne servent qu'à la bourgeoisie : l'égalité des droits sans l'égalité des moyens pour exercer ces droits est une égalité purement formelle, une inégalité dans les faits. Entre un exploitateur et un exploité il n'y a pas d'égalité. Et c'est précisément parce que la bourgeoisie est une minorité que son système d'exploitation et d'oppression est fondé en permanence sur la force armée ; il ne tiendrait pas une seule journée sans cela.

Tout autre est la conception du P. « C. » F. : « Il ne faut pas perdre de vue que les classes dominantes sont tentées de recourir à tous les moyens, y compris à la violence, contre la majorité du peuple » dit Waldeck-Rochet dans son rapport introductif au « Manifeste » de Champigny. « Donc, conclut le Manifeste, si les classes exploitées en viennent à recourir à la violence contre le peuple, la classe ouvrière sera naturellement amenée... à assurer le passage au socialisme par des moyens non pacifiques. »

Comme si la bourgeoisie depuis qu'elle est au pouvoir n'utilisait pas constamment la violence, soit comme menace, soit directement !

Non la bourgeoisie n'a pas besoin d'être tentée ! (et pourquoi pas, dites-le franchement Waldeck-Rochet, provoquée ?). Depuis qu'elle est au pouvoir, la bourgeoisie assoit son pouvoir sur la force armée.

A partir du moment où l'on fait croire que la bourgeoisie n'assoit pas son pouvoir depuis toujours sur la violence mais risque simplement d'y avoir recours à un moment donné, alors, bien évidemment, on peut faire croire qu'il y a des chances pour qu'on puisse l'en empêcher, l'en dissuader et passer ainsi pacifiquement au socialisme. Mais si par contre, comme Lénine nous l'enseigne, on caractérise le pouvoir de la bourgeoisie comme une dictature appuyée sur les armes, alors on doit en conclure qu'il faudra, pour prendre le pouvoir, combattre le pouvoir armé de la contre-révolution par les forces armées de la révolution.

VOIE VIOLENTE OU VOIE PACIFIQUE ?

Certes, on peut préférer, comme le dit le « Manifeste », l'accomplissement de la révolution par la voie pacifique. Comme le dit le camarade Mao, « pour autant qu'il s'agit de nos propres désirs nous ne demandons pas à nous battre, même un seul jour. Mais si les circonstances nous y obligent nous pouvons nous battre jusqu'au bout ». Précisément, les circonstances nous y obligent si l'on veut vraiment, et non en paroles ; libérer notre peuple de l'exploitation et faire la révolution socialiste. Les circonstances, c'est la réalité et non pas des désirs subjectifs. Et la réalité c'est que la bourgeoisie a utilisé, utilise et utilisera la répression armée contre le peuple, particulièrement lorsque sa révolte grandit, et ira, si elle en a besoin, jusqu'au terrorisme, à la suppression de toutes les libertés même formelles, c'est-à-dire jusqu'au fascisme.

D'ores et déjà, l'avant-garde prolétarienne doit se préparer à prendre le pouvoir par la violence et orienter résolument toute son activité dans cette seule perspective.

Et, bien sûr, c'est exactement l'inverse que fait le P. « C. » F. : « Les communistes français orientent résolument toute leur activité pour créer les conditions favorables à un passage pacifique au socialisme, et ils travaillent à gagner la majorité du peuple à la lutte pour cette perspective ».

« La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée — et précisément celle-là — de la révolution violente est à la base de toute la doctrine de Marx et Engels. La trahison de leur doctrine par les tendances social-chauvines et kautskistes, aujourd'hui prédominantes, s'exprime avec un relief singulier dans l'oubli par les partisans des unes comme des autres, de cette propagande de cette agitation. »

Lénine, « L'Etat et la révolution ».

Et, aujourd'hui Mao, le Lénine de notre époque nous enseigne la même vérité fondamentale :

« La tâche centrale et la forme suprême de la révolution, c'est la conquête du pouvoir par la lutte armée, c'est résoudre le problème par la guerre. Ce principe révolutionnaire du marxisme-léninisme est valable partout, en Chine comme dans tous les autres pays. »

Aussitôt après, dans ce passage de « problèmes de la guerre et de la stratégie », Mao nous dit quelle forme particulière prend cette guerre dans des pays comme le nôtre, répondant par avance à ceux qui nous accusent de ne pas tenir compte des conditions concrètes de notre pays et de vouloir y appliquer mécaniquement les leçons de la révolution chinoise :

« Dans les pays capitalistes, si l'on ne considère pas les périodes de fascisme et de guerre, les conditions sont les suivantes : à l'intérieur du pays, le féodalisme n'existe plus, le régime est celui de la démocratie bourgeoise ; dans leurs rapports extérieurs, ces pays ne subissent pas d'oppression nationale, ils oppriment, au contraire, d'autres nations. Eu égard à ces particularités, éduquer les ouvriers et accumuler des forces au moyen d'une lutte légale de longue durée, et se préparer ainsi à renverser finalement le capitalisme sont les tâches du parti prolétarien dans les pays capitalistes. Là, il s'agit de soutenir une longue lutte légale, de se servir de la tribune parlementaire, de recourir aux grèves économiques et politiques, d'organiser des syndicats et d'éduquer les ouvriers. Là, les formes d'organisations sont légales, les formes de la lutte, non sanglantes (pas de recours à la guerre). Dans la question de la guerre, le parti communiste lutte contre toute guerre impérialiste menée par son pays ; si une telle guerre éclate, sa politique vise à la défaite du gouvernement réactionnaire de son propre pays. Il ne veut pas d'autre guerre que la guerre civile à laquelle il se prépare. Mais tant que la bourgeoisie n'est pas vraiment réduite à l'impuissance, tant que le prolétariat dans sa grande majorité n'est pas résolu à entreprendre l'insurrection armée et la guerre civile, tant que les masses paysannes n'en sont pas venues à aider volontairement le prolétariat, cette insurrection et cette

guerre ne doivent pas être déclenchées. Et lorsqu'elles le sont, il faut commencer par occuper les villes et s'attaquer ensuite aux campagnes, et non le contraire. C'est ce qu'on fait les partis communistes des pays capitalistes, c'est ce que confirme l'expérience de la révolution d'Octobre en Russie. »

Dans les pays semi-coloniaux et semi-féodaux de la zone des tempêtes, la révolution à accomplir est de type démocratique. La force dirigeante du F.U.* c'est le prolétariat. La base ferme du F.U.* c'est le bloc du prolétariat, de la paysannerie pauvre et de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes. Dans la lutte contre les féodaux et les impérialistes ces dernières classes sont fermes et constituent des alliés sûrs du prolétariat. L'allié instable du prolétariat c'est par contre la bourgeoisie nationale. Dans ces conditions de classe données, la révolution armée prend la forme d'une guerre populaire prolongée, appuyée principalement sur les paysans, encerclant les villes à partir des campagnes (1).

Dans notre pays, la nature de la prise du pouvoir par les armes découle également du caractère de notre société mais prend des formes très différentes. La révolution que nous avons à accomplir est socialiste et non démocratique ; la force principale et dirigeante ne peut être ici que le prolétariat ; la paysannerie pauvre et moyenne, la petite bourgeoisie constituent des forces secondaires, des réserves de la révolution et ne sont pas des alliés sûrs du prolétariat, mais des alliés possibles, instables.

Dans notre société, seul le prolétariat peut porter les coups décisifs à la bourgeoisie. C'est pourquoi dans la révolution socialiste, la lutte armée prend la forme indiquée par Mao, c'est-à-dire une lutte armée de décision rapide dans les grands centres prolétariens.

FRONT UNI ET LUTTE ARMÉE

Le P. « C. » F. n'ignore pas cette thèse classique du marxisme-léninisme concernant la révolution dans les pays capitalistes que Mao nous rappelle dans le texte cité : « Avant de déclencher la lutte armée, il faut avoir suffisamment accumulé de forces, suffisamment isolé la bourgeoisie pour lui porter des coups décisifs ». C'est donc en toute connaissance de cause qu'il la déforme et lui fait dire exactement le contraire : « Si la révolution par la voie pacifique devient possible... c'est parce que les conditions nouvelles peuvent permettre à la classe ouvrière de gagner la majorité du peuple, c'est-à-dire de rassembler dans l'action une supériorité de forces telle que la bourgeoisie, isolée, ne soit plus en état de recourir à la guerre civile » (Manifeste de Champigny).

Au fond, au lieu d'isoler l'ennemi pour l'écraser ensuite par les armes dans les meilleures conditions, le P. « C. » F. propose d'isoler la bourgeoisie... afin d'éviter d'avoir à lui porter des coups décisifs !

Réduire la bourgeoisie à l'impuissance, comme dit Mao, ce n'est pas la rendre incapable de réprimer le peuple par les armes, mais l'isoler complètement sur le plan politique.

Ce n'est pas le fait d'être complètement isolée qui pourra jamais empêcher la bourgeoisie d'utiliser la violence. Au contraire, tant que la bourgeoisie réussit à isoler le prolétariat des classes petites-bourgeoises, tant qu'elle réussit à diviser le prolétariat la bourgeoisie peut se contenter d'une répression plus feutrée, moins sanglante. Par contre, si le prolétariat réalise son unité de combat et organise contre la bourgeoisie un large front uni, alors la bourgeoisie pourra de moins en moins compter sur la division du peuple pour neutraliser ses luttes et recourir inévitablement à une répression accrue.

Le Front Uni soutient la lutte armée, la lutte armée s'appuie sur les masses les plus larges. Tel est l'enseignement de la pensée de Mao Tsé-toung. Le Front Uni, dans notre pays, a pour but d'isoler la bourgeoisie, de consolider le camp de la révolution et, le moment venu, de soutenir l'insurrection armée du prolétariat contre la bourgeoisie. Dans les conditions de notre pays, le Front Uni précède la lutte armée ; il la prépare et doit pouvoir le moment venu, la soutenir.

Gagner les masses, isoler la bourgeoisie. Sur cette question du Front Uni, le marxisme-léninisme se sépare aussi bien du révisionnisme que du dogmatisme de « gauche ».

(A suivre).

(1) C'est cette voie que suivront les pays colonisés par l'impérialisme français (Antilles, Réunion, Djibouti, Guyane, Nouvelle-Calédonie, Polynésie) pour lui imposer leur indépendance complète et non pour obtenir comme le leur propose le programme social-impérialiste du P. « C. » F., « un statut d'autonomie leur permettant de gérer librement leurs propres affaires dans le cadre de la République française ».

* F.U. : Front uni.

AUX LECTEURS DE L'H.R.

Pour répondre au désir de nombreux lecteurs, nous annonçons dès aujourd'hui notre intention de rassembler toutes les pages publiées sous la rubrique « En avant pour une démocratie populaire fondée sur la dictature

du prolétariat » dans une brochure éditée en supplément à un futur numéro de l'Humanité Rouge. Nous avons déjà reçu des remarques et contributions enrichissantes au sujet de cette campagne idéologique, notamment sur la question des paysans travailleurs. Nous nous efforcerons d'inclure dans la brochure en question toutes lettres de contenu aussi positif.

VIVE LA LUTTE DU PAYS BASQUE CONTRE LA REPRESSION FRANQUISTE !

Les nouvelles qui parviennent d'Espagne témoignent que malgré les arrestations, les tortures, la mort, le peuple espagnol se dresse et combat résolument l'odieux régime fasciste qui a pu se maintenir dans son pays trente années après que les peuples du monde réussissent à l'abattre en Allemagne hitlérienne et dans l'Italie mussolinienne.

Le peuple français, classe ouvrière en tête, qui lutte pour vaincre le fascisme, ne doit pas permettre, qu'aujourd'hui le pouvoir des monopoles entretienne d'excellentes relations avec le gouvernement fasciste espagnol, collabore avec lui, la main dans la main, en lui livrant des réfugiés politiques, bafouant tout droit d'asile, comme il le fit du marxiste-léniniste Campillo, qu'il remit aux autorités franquistes qui l'arrêtèrent aussitôt, le torturèrent horriblement, et qui sans autre délit que ses opinions, le condamnèrent à 13 ans de prison.

Comme il le fait aussi pour des réfugiés autonomistes basques, eux aussi emprisonnés et en danger de mort. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, si le régime fasciste s'est maintenu en Espagne, c'est grâce au soutien de l'impérialisme américain et de ses alliés les Etats capitalistes d'Europe, tellement ils étaient pris de peur panique devant l'immense aspiration des masses populaires, pour un changement de régime, pour le socialisme.



SOUVIENS-TOI...

LE FASCISME TUE ENCORE

IL VEUT LA PEAU DE IZKO PRISONNIER POLITIQUE BASQUE

FRONT DE LUTTE DU PAYS BASQUE

Le peuple espagnol, la classe ouvrière en tête qui n'avait jamais cessé de poursuivre son dur combat pour se débarrasser de Franco l'usurpateur, porté au pouvoir par l'aviation et les tanks nazis, le peuple espagnol qui n'a rien oublié, chaque jour dans la plus féroce répression lutte, et luttera jusqu'à la victoire.

Il a besoin du soutien actif des peuples, des masses populaires françaises, de notre aide, nous qui sommes à la frontière, car dans ce combat résolu le peuple basque y tient une place de choix.

Il subit aussi la répression acharnée de la canaille franquiste. Arrestations, plus de « 5 siècles d'emprisonnement » (Sud-Ouest), des tortures, des sévices graves. Le peuple basque lutte contre le fascisme espagnol et pour son indépendance, c'est pourquoi son action est étroitement liée au combat du peuple espagnol, au combat de la classe ouvrière, il n'a pas de plus sûr allié que le prolétariat espagnol pour la réalisation de son objectif national. La classe ouvrière basque vient de démontrer avec éclat, sa maturité politique devant un pouvoir aux abois qui frappe et assassine.

Le 27 octobre, le patriote basque Andoni Arrizabalaga, a été condamné à mort par un tribunal d'exception jugeant à huit clos. La condamnation était tellement disproportionnée aux faits reprochés, que même l'Ordre des avocats protesta officiellement. Franco pouvait rendre immédiatement la sentence exécutoire.

Au village d'Arrizabalaga, à Andarrao, l'émotion fut considérable, aussitôt la nouvelle connue, 700 personnes manifestèrent leur indignation et se heurtèrent à une centaine de gardes civiles qui mitraillèrent la foule. Un ouvrier fut coupé en deux par la rafale, 3 femmes furent grièvement blessées.

Dans le village, toutes les fenêtres se voilèrent de crêpe noir en signe de deuil. L'agitation gagna d'autres villages, à Eiban, les ouvriers se mirent en grève ; à Mondragon, les entreprises cessèrent le travail, les travailleurs lièrent leurs revendications à ces mouvements.

A Erandio par exemple, où l'indignation était à son comble, grèves et manifestations se succédèrent ; on compta dans la même journée neuf manifestations entraînant un nombre toujours plus important de participants, la police tira là aussi, il y eut trois morts et de nombreux blessés.

Les ouvriers dressèrent des barricades, 2 240 mineurs des différentes exploitations de « Hunosa » et entreprises intégrées se mirent en grève également, ainsi que 350 producteurs de chez Coto Musel, et bien d'autres entreprises, et l'agitation se poursuit.

A l'annonce de la condamnation à mort de Arrizabalaga, le Front de Lutte du Pays Basque décida une série d'actions.

Appeler les syndicats à mobiliser les travailleurs pour un débrayage de solidarité d'un quart d'heure.

Organiser une manifestation devant le Consulat d'Espagne à Bayonne.

Appeler les partis politiques ouvriers à soutenir ces actions.

Immédiatement, une délégation du Front de lutte alla protester auprès du Consulat d'Espagne, à la sous-préfecture et à l'évêché.

Comme toujours, ces messieurs reçoivent fort bien, ils sont toujours d'accord et... protesteront auprès de qui de droit ! Ces délégations n'ont que peu d'effets positifs, mais plutôt négatifs, elles développent une tendance à la démobilitation.

Le Front le sait, c'est pourquoi il distribua en même temps 6 000 tracts à la porte des entreprises pour appeler les ouvriers à manifester le vendredi 31 octobre à 18 heures, devant le Consulat d'Espagne.

La C.G.T., la C.F.D.T., refusèrent d'appeler les ouvriers à débrayer mais affirmèrent « qu'ils ne s'opposeraient pas à la manifestation » (sic).

Mais à 17 heures, ils allèrent en délégation au Consulat, où le délégué C.F.D.T., remit une pétition de 400 signatures de l'entreprise de chaussures Biarritz Shoés.

Quant au P. « C. » F. révisionniste, égal en lui-même, il refusa de faire quoi que ce soit, car « nous ne voulons rien avoir avec les prochinois ».

Le Front de lutte du Pays Basque réussit dès 18 h 30 à organiser une manifestation de 300 personnes, qui grossit rapidement à cette heure très animée dans le centre de Bayonne.

Il faut remarquer aussi, que tous les magasins étaient ouverts, privant ainsi les employés d'y participer.

Dans la manifestation, les pancartes étaient nombreuses avec des mots d'ordre tels que :

Vive le Pays Basque Libre
Les fascistes dehors.
Peuples opprimés, un seul combat
Libérez Arrizabalaga
Libérez Isko
Franco assassin
Franco = Hitler
A bas l'Etat policier
Un mort, deux millions de vivants.
Vive la lutte du Pays Basque.

Une prise de parole, expliquant l'objet de cette manifestation, fut faite par un responsable du Front.

Il y avait beaucoup de jeunes ouvriers et le public massé sur les trottoirs était plutôt favorable. Mais la sous-préfecture avait dépêché deux cars de police.

Celle-ci intervint pour chasser une quarantaine de jeunes gens qui avaient pris d'assaut le Consulat d'Espagne vidé de ses occupants, mais où meubles et vitres allèrent voler en éclats sous la colère des manifestants indignés des crimes franquistes.

Des slogans bien scandés retentirent tout au long du défilé et la ville put entendre : Franco assassin - Franco assassin.

Aux dernières nouvelles, on apprenait que le patriote basque Andoni Arrizabalaga avait été gracié et sa peine commuée en prison à vie.

Le fascisme est féroce, les masses populaires doivent être pour lui sans pitié.

Le Front de lutte du Pays Basque sait que d'autres patriotes sont en danger de mort, il ne relâchera pas sa vigilance. Il tirera aussi, toute la leçon des riches enseignements de cette manifestation pour renforcer son activité, et la lier toujours plus aux masses populaires et à la classe ouvrière française.

LA QUESTION NATIONALE EN FRANCE

Nous sommes en mesure d'annoncer dès aujourd'hui la prochaine publication d'une étude de notre Comité de rédaction, qui répond aux sollicitations d'un grand nombre de nos lecteurs et correspondants du pays Basque et de Bretagne : les marxistes-léninistes et la question nationale en France.

Bien entendu il ne s'agira là que d'une étude, sa critique et les suggestions ou autres précisions qu'elle suscitera étant de nature à l'enrichir et à nous acheminer vers une position absolument juste sur cette question dont l'actualité brûlante n'échappe plus à aucun de nos amis. La première publication comportera un large extrait de la « Résolution sur la question nationale » adoptée à la Septième conférence

du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (bolchévick) les 24 et 29 avril 1917, il s'agit comme on le voit d'un extrait des fameuses « Thèses d'avril » de Lénine.

Deux publications successives traiteront ensuite de la question en l'actualisant et en la situant dans le cadre des conditions spécifiquement françaises actuelles.

Que nos lecteurs, amis, correspondants et C.D.H.R. des régions de Bretagne et du pays Basque préparent dès maintenant de larges diffusions de ces numéros dont le premier débute d'ici deux semaines environ. Et que tous nos autres lecteurs et militants s'intéressent également à cette question qui revêt une grande importance à l'heure actuelle dans notre pays.

DE JACQUOU LE CROQUANT A MAI 68 : TOUJOURS LA LUTTE DES CLASSES

Après « Jacquou le croquant », on se demande pourquoi les bourgeois laissent passer un tel film à la télévision. On y voit que la classe des propriétaires terriens suce le sang et la sueur de la classe des paysans pauvres. On voit, le fusil à la main, le régisseur rappeler aux paysans qu'il faut assister à la messe de Noël au château, et après, venir payer sa part au comte de Nansac, part curieusement augmentée (le régisseur se sucre au passage) ; souvent, après le « partage », il n'y a plus de quoi manger chez les paysans.

On voit avec sympathie Martissou tuer d'un coup de fusil le régisseur qui ne cessait de lui chercher noise. Puis c'est la chasse à l'homme, les gendarmes et paysans mobilisés sous la direction du comte qui vient lui-même traquer le « meurtrier ». Marie, la femme de Martissou, et Jacquou son fils sont chassés ; elle cherche partout du travail. Martissou est traîné devant un tribunal qui défend le respect de l'ordre ; les témoins paysans qui viennent y justifier Martissou sont traités de menteurs, tandis qu'on y écoute, plein de respect, les homélies du comte et les faux témoignages de ses larbins. Martissou est condamné au bagne. Il y meurt en un an. La haine enflamme le cœur de Marie, haine contre le comte et ses pareils, contre le curé qui prêche la soumission et voue les révoltés à l'enfer. La haine enflamme le cœur de Jacquou, qui jure vengeance. Il tuera le meilleur chien du comte et fera flamber sa plus belle forêt. Sur ordre du comte, personne ne doit donner du travail à Marie. Elle meurt de faim et de froid. Jacquou se retrouve tout seul et part au hasard.

Dans les épisodes qui vont suivre, nous savons qu'il reviendra, homme, diriger la révolte des paysans et brûler le château des Nansac.

D'habitude, à la télé, on essaye de nous faire croire qu'entre patrons et ouvriers, la lutte de classes n'a aucune raison d'exister et que les patrons sont humains et compréhensifs. Dans ce film, on nous montre qu'entre exploités et exploités, les intérêts sont inconciliables ; pour un Nansac, la vie d'un paysan vaut moins qu'un arbre ; les riches règnent par leurs valets armés, avec uniforme (les gendarmes), ou sans uniforme (régisseur, gardes) ; ils règnent par une justice à leur service, un justice de classe ; ils règnent par une religion de classe, qui a pour rôle d'extirper toute idée de révolte ; enfin, ce film montre qu'il est juste d'éprouver contre ces gens une haine de classe, qu'il est juste d'exercer contre eux la violence, seul moyen pour renverser le joug de leur exploitation. Ce film dans l'ensemble ne prêche pas la collaboration de classe.

Pompidou serait-il devenu révolutionnaire ? En vérité, il s'agit pour nos bourgeois d'une manœuvre classique : ils se posent en hommes de cœur et félicitent les révolutionnaires des temps passés, dont ils tentent de se présenter comme les héritiers au même titre que vous et moi. Et en même temps, ils colportent que maintenant, tout a bien changé, que les paysans ne sont plus du tout maltraités, que les contradictions de classes se sont adoucies et peuvent être réglées à l'amiable...

Demandez donc au chômeur si ça a vraiment changé : liberté de crever de faim. Demandez donc au vieux que le commissaire expulse avec un papier du juge : liberté du propriétaire. Demandez donc au prolétaire à la chaîne qui subit l'augmentation des cadences : liberté du patron. Demandez donc au paysan du Tchad qui cultive le coton avec un fusil français braqué dans son dos : liberté de la Cotonfran. Et pour finir, demandez aussi au petit paysan français qu'on pousse à la ruine : liberté des gros propriétaires fonciers.

Si les formes ont changé, le fond est toujours le même : entre exploités et exploités, c'est une lutte sans merci, qui ne peut se terminer que comme ceci : le renversement par la force de la classe exploiteuse.

En ce mois de novembre, les ouvriers, les travailleurs entrent en lutte par dizaines de milliers ; les petits paysans et commerçants commencent à voir eux aussi où est leur ennemi.

Depuis Jacquou le croquant, la lutte de classe continue...



Le quartier général de la police de Sao Paulo a annoncé le 4 novembre que Carlos Marighela, l'un des organisateurs de l'enlèvement de l'ambassadeur des U.S.A., avait été abattu au cours d'un combat avec les forces de répression. Marighela s'est défendu jusqu'à la mort. Un policier a été tué et trois autres blessés au cours de l'accrochage.

Ancien membre du Comité Central du Parti Communiste Brésilien, Carlos Marighela était resté avec les révisionnistes de L. Carlos Prestes, lorsque les marxistes-léninistes brésiliens fondèrent le P.C. du Brésil (M.L.), en 1962.

Mais, comme pour beaucoup de ses camarades, ses yeux se sont dessillés après la prise du pouvoir par les militaires fascistes en 1964, aboutissement logique de la politique de L. Carlos Prestes. (Soutien à la bourgeoisie, abandon de la lutte révolutionnaire). Il quitta le parti révisionniste en 1967 et fonda le « Parti communiste révolutionnaire brésilien », sous l'influence, semble-t-il, des thèses castristes.

Notre opposition à ces thèses est suffisamment

ADIEU CAMARADE MARIGHELA

connue, pour que nous n'y revenions pas. Mais la logique de la lutte antifasciste est que, sous la pression des faits, et à la lumière des expériences acquises, les thèses erronées ou aventuristes finissent par être éliminées.

Il en sera de même au Brésil. Malheureusement, le camarade Marighela, combattant communiste courageux, est tombé avant l'unification du mouvement révolutionnaire brésilien sous le drapeau du marxisme-léniniste, de la pensée de Mao Tsé-toung.

Saluons sa mémoire et celle de tous les combattants brésiliens anonymes, qui ont déjà donné leur sang pour la liberté du peuple, pour le socialisme.

Mais les fascistes brésiliens n'ont pas à se réjouir et à enterrer, en paroles, la lutte révolutionnaire, à l'occasion de la mort de Marighela.

Un combattant est tombé. D'autres se lèvent déjà et empoignent leur fusil.

Les fascistes brésiliens et les impérialistes yankees, leurs patrons, peuvent encore tuer. Mais, malgré les deuils et les ruines qu'ils accumulent, ils sont déjà condamnés.

C'est eux que le peuple brésilien enterrera !

MANIFESTATIONS DU 15 NOVEMBRE

MONTPELLIER

Une manifestation avait été organisée en ville par le P.C., la C.G.T., le P.S.U. et... l'U.N.E.F. pour soutenir la juste lutte victorieuse du peuple vietnamien.

La manifestation avait été interdite, mais il n'y avait pas beaucoup de flics au début, on peut penser que le P.C. s'était entendu avec la police pour manifester 300 m et puis se disperser.

Dès le début ça paraît bien : les étudiants de l'U.N.E.F. avaient bien préparé cette manifestation et ils avaient des tas de drapeaux du F.N.L., de la R.D.V., des banderolles justes.

Quand la manifestation commença (après un discours que personne n'entendit car il y eut un incident entre l'U.N.E.F. et le groupe de la ligue « communiste ») sur 600 personnes environ, 350 à 400 au moins étaient groupées avec l'U.N.E.F..

Et tout de suite le cri de « F.N.L. vaincra » écrasa celui de « Paix au Vietnam ». Le service d'ordre du P.C. et celui de l'U.E.C., n'en croyant pas leurs yeux, passèrent alors à l'attaque : ils foncèrent comme des fous sur les manifestants, les bousculant, essayant de les séparer et d'étouffer leur voix.

C'était peine perdue car partout ailleurs on reprenait « F.N.L. vaincra » et « Pompidou-Nixon complétes ».

Et plus la manifestation avançait, plus ils se faisaient violents : ils fonçaient tête baissée contre nous. Les militants marxistes-léninistes, aux premières lignes, étaient les plus visés (avec aussi, il faut le reconnaître les gars des comités de la Ligue « Communiste »).

Mais leur courage à tous fut remarquable : de plus en plus fort, ils criaient leurs mots d'ordre et repoussaient tous les assauts.

Si bien que les révisionnistes, de vrais nervis, devenaient complètement affolés : ils foncèrent même sur un groupe de J.C. qui criaient « F.N.L. vaincra ! », et ils se frappaient entre eux, tellement excités qu'ils ne se reconnaissaient pas !

Au bout de 300 m de violentes bousculades (il n'y a pas eu de blessés graves) on n'entendait plus un seul « Paix au Vietnam ».

Arrivés à la fin du boulevard Gambetta, le P.C. demanda la dispersion ; pour leur répondre ce fut une vibrante Internationale, très émouvante même.

Un C.D.H.R. entoura un bon moment Georges Bonnet, secrétaire fédéral de l'Hérault, du Parti Révisionniste, aux cris de « P.C. trahison », repris bientôt par des centaines de manifestants.

Nos camarades marxistes-léninistes, avec des camarades du P.S.U., réorganisèrent alors rapidement l'arrière de la manifestation et faisant demi-tour, puis tournant vers le centre de la ville, la manifestation repartit : presque tout le monde suivit : 500 personnes environ ! Et ce qui est le plus intéressant de nombreux travailleurs et même des J.C. !

Il ne restait plus sur place que les « durs » (pas tant que ça !) du P.C. et de l'U.E.C., complètement impuissants et dépités !

Aux cris de « F.N.L. vainqueur », de « Nixon-assassin » et de « Kossiguynne complice » les manifestants, assez vite, se rendirent à la gare. Là on commençait à entendre les sirènes des cars de C.R.S. et à voir les S.A.C. à 500 m derrière. Alors, en quelques minutes, et bien disciplinés, les manifestants s'éparpillèrent dans les petites rues. Je crois qu'il n'y a pas eu une seule arrestation : les cars de C.R.S., prévenus trop tard que le P.C. s'était laissé enfoncer, étaient bloqués dans les embouteillages !

Pour nous, et pour l'U.N.E.F., c'est une très grande victoire :

— contre Marcellin, contre les flics d'abord ;
— contre les révisios et leur récente offensive « anti-gauchiste » locale qui a lamentablement échouée (leur attitude scandaleuse est la meilleure propagande anti-révisionniste auprès de centaines de camarades).

Tous les manifestants, le soir du 15 étaient vraiment contents d'avoir pu si magnifiquement exprimer leur solidarité totale à l'héroïque peuple du Vietnam, leur solidarité totale jusqu'à la victoire complète.

Correspondant H.-R.

(Le récit des tortures des fascistes U.S. sur nos frères et sœurs de combat vietnamiens dans H.-R. a renforcé notre détermination).

PARIS

Ayant participé à une manifestation pour le Vietnam, j'éprouve le besoin de vous écrire pour dénoncer un fait honteux : mes camarades et moi, nous sommes placés entre le P.C. et le P.S.U. qui suivait ; après avoir manifesté environ une demi-heure par les rues Félix-Faure, de la Convention, Saint-Charles, nous sommes arrivés à la place du même nom où nous avons aperçu un bonze du P.C. faire un petit discours et ordonner la dispersion. Il faut vous dire, que durant toute la manifestation nous recevions sans cesse la nouvelle que les C.R.S. nous talonnaient derrière et sur les côtés. Or au moment où les premières vagues du P.S.U. et de l'U.N.E.F. arrivaient dans la place, soit environ une minute après l'ordre de dispersion et la dispersion effective du P.C., je vis apparaître un motard suivi d'une série de camions de police. Ainsi la police qui nous entourait depuis longtemps de trois côtés, laissa se disperser les militants du P.C. puis referma son étau presque immédiatement (1 mn après). Quelle coïncidence ! Coïncidence d'autant plus étrange que l'on vit une très grande activité pour disperser les manifestants « communistes » le plus rapidement possible, et au contraire un certain flottement autour des premières vagues du P.S.U. qui commençaient à s'entasser et que l'on ne dispersait pas rapidement, eux ! Mais presque immédiatement comme je l'ai dit, les C.R.S. se chargèrent de le faire... dans des paniers à salade. Aussi, bien que l'on n'en ait pas la preuve matérielle, on peut dire, sans beaucoup de risques de se tromper, qu'une véritable collusion existait entre le P.C. et la police, car il est difficile de croire qu'une telle coïncidence puisse être l'effet du hasard ! Cette collusion est destinée à remplir deux objectifs : 1) montrer combien les manifestations du P.C. sont pacifiques contrairement à celles des « gauchistes » qui trouvent toujours le moyen de « créer » des incidents par leur attitude « aventuriste ». Donc on cherche à les déconsidérer alors même qu'ils ont de plus en plus d'influence dans les masses et particulièrement chez les travailleurs (du moins ceux qui ne sont pas vraiment gauchistes, c'est-à-dire les marxistes-léninistes). 2. Gauchir sa position vis-à-vis des anti-impérialistes en montrant qu'ils n'hésitent pas à braver l'interdiction du gouvernement pour une cause aussi juste que celle du F.N.L.

Mais cette collaboration consciente avec le grand capital et ses représentants ne durera plus longtemps : de plus en plus, les masses, travailleurs en tête, se rendent compte de la trahison révisionniste, avec l'exacerbation de la lutte de classes.

Un marxiste-léniniste,

PUISSANTE MANIFESTATION D'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN

(Suite de la page 12)

L'ATTITUDE DU P.S.U.
ET DU BUREAU NATIONAL DE L'U.N.E.F.
(également P.S.U.)

Que dire aussi de ceux qui, tels le P.S.U. et le Bureau national de l'U.N.E.F., après des journées d'hésitations et autres errements et tractations de couloir aux sommets, et, sur les illusions engendrées par une victoire électorale, ont délibérément accroché leur wagon à la locomotive révisionniste ?

Ils ont montré clairement que leur opportunisme congénital débouche lui aussi sur l'incapacité à répondre aux justes aspirations des masses.

Aux militants de base de l'U.N.E.F. et du P.S.U., nous recommandons de regarder les photographies de l'Humanité blanche du lundi 17 novembre, ils y trouveront la rançon de l'opportunisme de leurs dirigeants : derrière une immense banderole portant l'inscription en lettres géantes « U.N.E.F. » il est inscrit « pour son renouveau ».

D'ailleurs nous devons à la vérité de révéler que le Bureau national de l'U.N.E.F. nous avait contactés depuis deux mois « pour organiser avec l'H.R. un Front uni anti-impérialiste » (sur la Palestine, sur le Vietnam, sur le Pacte Atlantique). C'est le respect du principe de notre autonomie et de notre indépendance dans le cadre d'un tel front qui nous a permis d'éviter de tomber dans les manœuvres opportunistes qui ont suivi. D'un côté ces militants hautement responsables nous proposaient une manifestation indépendante de celle des révisionnistes (au début), de l'autre ils étaient en pourparlers avec eux. Finalement ils ont choisi. Nous aussi. S'ils croyaient réussir à entraîner les marxistes-léninistes à la remorque des révisionnistes, c'est qu'ils ne nous connaissent pas bien et ignorent que nous avons de justes et inflexibles positions de principe.

Il est bien évident que la masse des étudiants de l'U.N.E.F. et des militants du P.S.U. seraient parvenus à manifester efficacement et effectivement s'ils avaient rejoint notre manifestation au lieu de se laisser séduire et tromper par les révisionnistes.

Mais à eux d'en débattre et d'en tirer les conséquences, en faisant la critique et l'auto-critique de leurs graves erreurs opportunistes. En tout état de cause, que le député Rocard ne se fasse aucune illusion sur la réussite du plan qu'il a exposé dans « Le Nouvel Observateur » : nous ne nous laisserons pas entraîner à la remorque des révisionnistes !

UNE MANIFESTATION REUSSIE

A 18 h 30, en effet, en plein quartier populaire du XVIII^e arrondissement, un cortège d'environ 2 000 manifestants (et nous ne doublons pas nos chiffres comme les dirigeants révisionnistes !) se rassemblait.

Précédé de 7 drapeaux rouges, des drapeaux vietnamiens du Nord et du Sud, ainsi que de trois grandes banderoles portant de justes mots d'ordre, ces militants défilaient aux cris cent fois répétés de « F.N.L. vaincra ! A bas l'impérialisme ! Vive la guerre du peuple ! Ho Chi-minh ! Nixon assassin ! Libérez nos camarades ! » A plusieurs reprises résonnait puissamment l'Internationale, hymne des révolutionnaires du monde entier.

Parfaitement organisés et disciplinés, les manifestants tenaient la rue pendant une demi-heure. Sur les trottoirs et aux fenêtres les gens levaient le poing et applaudissaient... La combativité était grande.

Avant la dispersion, un militant ouvrier, se présentant au nom du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (interdit en juin 1968) fit une prise de parole et demanda la dispersion en considérant que l'objectif de la manifestation avait été largement atteint.

En effet, la rue avait appartenu aux manifestants et à leurs justes mots d'ordre sans que la police ne puisse s'y opposer et sans que n'intervienne le moindre affrontement. La dispersion se fit aussitôt malgré une poignée d'éléments incapables de se plier à une discipline prolétarienne, qui voulurent continuer, mais se retrouvèrent complètement isolés moins de cent mètres plus loin.

Il faut dire encore que la manifestation aurait été plus puissante si tous les participants étaient arrivés à l'heure fixée. A 18 h 45 en effet, 400 à 600 militants formaient un nouveau cortège au point de départ prévu, mais évidemment ils furent rapidement dispersés par la police qu'avait déjà alerté le démarrage du défilé. La pratique enseigne bien des choses, y compris la discipline et le respect des consignes. Un bilan rapide fait, de cette manifestation, une gifle cinglante pour la bourgeoisie et une victoire de tous les anti-impérialistes conséquents. Mais surtout n'en cherchez nullement l'information dans la presse bourgeoise. Depuis longtemps, déjà, celle-ci, ainsi que la radio et la télévision, sont devenues totalement aveugles lorsqu'il s'agit des marxistes-léninistes. Ou alors elles trompent délibérément leurs auditeurs comme l'a fait un poste périphérique en annonçant cette manifestation victorieuse comme étant le fait des trotskystes de la Ligue communiste, qui en réalité durant ces deux journées, n'ont pas été capables de déclencher quelques mouvements de masse.

Cinq minutes après la dispersion, arrivaient sur les lieux, un peu tard, il est vrai, une colonne de six cars sombres bondés de C.R.S. Leur chef de file, embarqué dans un side-car, fit rire tous les passants en s'écriant : « Mais où sont-ils donc ces manifestants ? »

En conclusion, cette journée de luttes populaires a été très riche d'enseignements. Elle a en particulier démontré la relation qui existe entre l'Etat des monopoles et la défense de l'impérialisme américain, et par conséquent la liaison entre les luttes anti-impérialistes et les luttes anti-monopolistes. De plus, elle a confirmé la nécessité absolue de tracer une nette ligne de démarcation avec les révisionnistes, si l'on désire pouvoir entraîner les masses de manière conséquente, à la base et dans l'action, dans la voie d'un Front uni anti-monopoliste et anti-impérialiste.

L'ALBANIE SOCIALISTE A 25 ANS !

6. - LA PRÉPARATION DE L'INSURRECTION GÉNÉRALE ARMÉE

Le comité central du Parti adopta fin 42 début 43 une série de mesures pour l'organisation de l'armée populaire de libération nationale, mettant aussi en pratique les décisions historiques de la première conférence nationale.

Vers la mi-juillet 1943 le nombre des partisans était d'environ 10 000 divisé en 30 guerillas et 20 bataillons de partisans (chaque bataillon rassemblait de 3 à 4 guerillas partisans) en plus de ces combattants 20 000 autres partisans étaient organisés en guerillas volontaires de village et des unités de combats de ville.

La création de l'Etat-major était dictée par le besoin absolu de centraliser les opérations, de pouvoir les contrôler et de pouvoir répondre rapidement aux opérations de l'ennemi.

L'Etat-major général était composé outre des communistes mais de patriotes de toutes les couches sociales, par son habileté à organiser l'armée populaire de libération, par son travail, il accrut son autorité auprès des masses albanaises.

De grandes opérations militaires contre l'ennemi commencèrent en mai 43. La garnison italienne de Leskovik fut attaquée par 360 partisans de la région de Korça, 200 à 250 soldats sur les 500 qui composaient la garnison furent tués, 2 camions et 2 voitures blindées furent détruits, 30 soldats faits prisonniers.

Un peu plus tard 1 250 partisans prirent part à une opération combinée sous le commandement d'un état-major opérationnel commun, cette opération fut dirigée contre la garnison de Permet et contre celle de Kugar, où étaient concentrés 700 ennemis dans des positions fortifiées munis d'armes modernes. Les combats durèrent 5 jours, l'aviation italienne dut intervenir à plusieurs reprises. Malgré la supériorité en nombre et en matériel près de 500 soldats fascistes furent tués, blessés ou capturés, des dizaines de véhicules détruits, les forces fascistes restantes sous la pression constante des partisans durent quitter les garnisons qu'elles occupaient.

Face à ce bond qualitatif et quantitatif des partisans albanais, la réaction intérieure se déchaîna de plus en plus contre les partisans et les sympathisants du Parti Communiste Albanais.

Le rôle principal de la réaction était tenu par l'organisation traîtresse de Balli Kombetar, qui répandait des slogans tels que « ne luttons pas contre les Italiens, parce que nous serons incendiés et tués » ou encore « nous ne devons pas lutter contre l'Italie car c'est un grand royaume ». Mais parallèlement cette organisation pour faire

de libération nationale pour faire sortir le Balli Kombetar de l'ornière dans laquelle il s'était engagé celui-ci montra son vrai visage de traître en sabotant ouvertement les opérations des partisans, en dénonçant à l'ennemi les partisans qu'ils pouvaient connaître, en donnant aux autorités des renseignements sur les mouvements des partisans, en attaquant même dans le dos les bataillons engagés dans la lutte contre les fascistes. Ils devinrent les serviteurs dociles de l'ennemi, tant italiens qu'allemands. Mais rien de tout cela ne put empêcher la lutte du peuple albanais d'aller toujours de l'avant. La lutte partisane entraîna la chute successive des gouvernements quisling au service de l'occupant.

Comme nous l'avons vu plus haut toute la lutte des partisans était organisée et commandée par l'état-major général. Le camarade Enver Hoxha y occupait les fonctions de commissaire de l'état-major général. Il organisait l'application juste de la ligne du Parti dans l'armée. Tous les membres et membres suppléants du comité central du Parti sans exception ainsi que les comités régionaux s'occupaient des questions d'organisation d'extension et de renforcement de l'armée.

L'état-major général réitéra les directives et donna de nouvelles instructions en vue de l'organisation de l'armée nationale de libération, en fixant le cadre d'organisation de cette armée populaire composée de guerillas en tant que sous-détachements de base de bataillons comprenant 3 ou 4 guerillas, et de brigades composées de 4 ou 5 bataillons. Cet ensemble devait être dirigé par un seul état-major et plusieurs états-majors de la même région commandés par un état-major régional.

Une autre mesure politique de grande importance fut alors adoptée par l'état-major général pour la lutte de libération nationale et en particulier pour la défense du nouveau pouvoir populaire qui se créait et se renforçait dans la lutte. Ce fut l'organisation du pouvoir militaire partisan (les commandements partisans régionaux et locaux). En tant qu'organes du pouvoir militaire partisan, il y avait les commandements provinciaux régionaux et locaux. Le pouvoir militaire partisan avait pour tâche de mobiliser par enrôlement volontaire des hommes destinés à entrer dans les rangs de l'armée de libération nationale, de s'occuper des vivres et du matériel nécessaire et de les procurer aux forces en opérations contre l'ennemi, de défendre le pouvoir des conseils de libération nationale, contre les ennemis, de maintenir l'ordre et la tranquillité dans les régions



Mission militaire de l'Armée rouge soviétique stalinienne auprès des partisans.

croire qu'elle était aussi contre les occupants créait ses propres guerillas qui allaient commencer à lutter seulement au dernier moment, quelques jours avant la capitulation italienne. Ce plan réactionnaire tendait seulement au changement de gouvernement et non au changement du régime politique.

Au début l'organisation Balli Kombetar ne fut pas immédiatement démasquée, ce qui fait que des gens sincères adhérèrent à cette organisation croyant adhérer à la cause de la libération nationale. Cette organisation ne réussit cependant jamais à tromper une masse importante de petites gens. Parallèlement le mouvement de libération nationale effectua un vaste travail d'explication parmi les masses pour dénoncer les mots d'ordres de la réaction et démasquer le visage de traître des dirigeants de cette organisation.

Malgré les efforts faits par le conseil général

libérées, d'organiser le service militaire des hôpitaux pour les partisans blessés ou gravement malades, d'organiser le service de renseignement, de capturer les criminels et les assassins, de combattre la 5^e colonne. Les commandements provinciaux et locaux conduisaient toutes leurs actions en collaboration avec les conseils de libération nationale et aidaient ceux-ci à appliquer les décisions.

Le camarade Enver Hoxha a souligné que la création de l'état-major général avait commencé une étape nouvelle pour la libération du pays, l'insurrection générale du peuple contre les occupants avait commencé. Ce grand événement était le couronnement de la juste ligne marxiste léniniste et des efforts héroïques du Parti Communiste albanais pour l'organisation de l'insurrection générale populaire contre les occupants fascistes et les valets à leur solde.

TOUS
au **MEETING** de
L'Humanité Rouge
"L'ALBANIE ROUGE A 25 ANS !"

SAMEDI 22 NOVEMBRE
MUTUALITÉ
(Métro Maubert-Mutualité)
20 h. 30

15 NOV. A PARIS

**PUISSANTE MANIFESTATION
D'INTERNATIONALISME
PROLÉTARIEN
SOUS LA DIRECTION
DES MARXISTES-LÉNINISTES**

Paris, le samedi 15 novembre, offrait le visage d'une ville livrée aux grandes manœuvres de l'appareil de répression : C.R.S., pelotons de gardes mobiles armés aux pieds, policiers casqués entassés dans leurs fourgons, flics en civil dans la foule, dans le métro, aux carrefours... attroupements aussitôt dispersés, arrestations (y compris, de simples passants) en surnombre (2 651 personnes... chiffre officiel) sans compter les détentions préventives (160), etc.

Pourtant les tractations ininterrompues, entre le Mouvement de la Paix et la Préfecture de police avaient pour but que « dans le calme et la dignité », le P. « C. » F. soit parfaitement à même de contenir la combativité des masses. Mais en définitive, et après des communiqués successifs contradictoires, le ministère de l'Intérieur ne compta plus que sur lui-même tant les informations dont il disposait lui permettaient de penser que les « sapeurs-pompiers » révisionnistes seraient impuissants devant la montée de la colère populaire. Marcellin, obsédé par la liaison entre les luttes anti-impérialistes et le combat anti-monopoliste (voir son discours de juin 1968 devant l'Assemblée nationale), finit par faire triompher la tactique des « durs » de la bourgeoisie contre celle des « rusés ». Au lieu de se servir des révisionnistes pour dévoyer le mouvement des masses, il préféra utiliser directement l'appareil répressif. Selon ses propres déclarations empreintes d'auto-satisfaction bien illusoire, Marcellin fit déclarer par l'un de ses responsables de la Préfecture de police :

« Cette journée du 15 novembre marque peut-être la fin des manifestations de rues, car elle prouve que nous sommes adaptés aux propres méthodes des manifestants. »

Si cette béate appréciation s'est révélée entièrement fautive, cela ne doit cependant pas nous dissimuler que se poursuit en France le processus de fascisation de l'appareil d'Etat que nous n'avons cessé de dénoncer depuis des mois.

L'ATTITUDE DU P. « C. » F. ET DE SES SATELLITES

Le P. « C. » F. n'en est plus à réclamer seulement l'arrêt inconditionnel des bombardements sur la R.D.V. comme en 1966 où il passait soigneusement sous silence la question de principe du retrait des troupes U.S. Aujourd'hui avec « Paix au Vietnam », c'est aussi « F.N.L. vaincra » que crient ses militants. Qui plus est, le mouvement de la paix au cours des négociations entre les 32 organisations satellites signataires de l'Appel et le P. « C. » F. a même fini par accepter le mot d'ordre de « retrait inconditionnel des troupes U.S. ! »

Les révisionnistes redeviendraient-ils marxistes-léninistes ?

Il ne faut jamais s'abandonner à la moindre illusion sur ce point.

L'explication est simple : l'échec de la guerre spéciale et le passage en 1965 à la guerre locale avaient obligé les généraux américains à déverser 460 000 hommes de troupe, la 7^e flotte, etc. au Sud-Vietnam. En bref, à américaniser la guerre pour pallier aux défections d'une armée fantoche en pleine déroute.

Aujourd'hui Nixon jetant de la poudre aux yeux de l'opinion mondiale par un retrait purement factice de troupes, parle à nouveau de « vietnamiser » le conflit... En bref le serpent se mord la queue, la défaite est virtuellement consommée, même si les opérations peuvent encore traîner longtemps. Les révisionnistes l'ont bien compris : les camarades vietnamiens sont assurés de la victoire... il est donc urgent de « récupérer » le capital politique.

Voilà tout le sens du « durcissement » du P. « C. » F. et des positions de son avorton, le Mouvement de la Paix.

(suite page 11).